

Notice du plan de référence

La présente notice accompagne le plan de référence de la charte, document cartographique au 1/50 000 qui délimite les différentes zones où s'appliquent les mesures et orientations définies dans le rapport.

RÉSEAU NATUREL

Les espaces boisés :

Il s'agit d'espaces naturels à vocation forestière⁽¹⁾.

Les massifs forestiers d'Halatte, d'Ermenonville et de Chantilly, classés au titre de la loi de 1930, constituent la base de la trame naturelle du territoire et des éléments incontournables de son identité historique, paysagère et culturelle.

Les espaces boisés identifiés au plan de référence comprennent ces trois massifs forestiers, ainsi que l'ensemble des éléments boisés contribuant à la mise en réseau de ces massifs, à la richesse écologique et à la structure paysagère du territoire.

Le Parc veille au maintien de l'intégrité de ces espaces boisés.

Aucune extension urbaine ne peut entamer l'intégrité de ces espaces. Les seules constructions envisageables, dans les espaces boisés, sont :

- les constructions nécessaires à l'activité forestière ; dans ce cadre, le Parc aide à l'intégration paysagère des constructions existantes ou à venir, y compris financièrement le cas échéant, après examen des dossiers au cas par cas ;
- les équipements d'utilité publique (tels que routes, voies ferrées, stations d'épuration, châteaux d'eau, etc.) dès lors que les contraintes techniques le justifient et à condition de prendre toutes les précautions utiles pour minimiser les atteintes à l'environnement et au paysage ;
- les extensions limitées, la réparation et l'aménagement, la reconstruction après sinistre à égalité de surface de plancher hors œuvre brut des constructions existantes, dès lors qu'elles font l'objet d'une reconnaissance réglementaire dans les documents d'urbanisme ;
- les installations légères et/ou les équipements d'intérêt public dès lors qu'ils permettent la mise en œuvre des politiques menées pour répondre aux objectifs de la charte, notamment en matière écologique et d'accueil du public ;
- les installations et les constructions hors sites classés nécessaires à l'exploitation des ressources minérales, pendant la durée de l'exploitation.

Par ailleurs, hors des sites urbains constitués⁽²⁾, toute nouvelle urbanisation ou nouvelle construction

étrangère à l'exploitation du milieu (activités agricoles et forestières) est proscrite à moins de 50 m des lisières des massifs de plus de 100 ha.

Les projets d'infrastructures et/ou les aménagements d'infrastructures existantes veillent à ne pas aggraver le morcellement des massifs forestiers.

Le Parc veille à résorber et prévenir le phénomène de cabanisation des espaces boisés. Les maires des communes s'engagent à prendre des arrêtés municipaux pour éviter l'implantation d'activités nuisantes, ou le mitage par des constructions de loisirs ou des caravanes. Le Parc apporte son assistance technique et juridique. Les communes s'appuient sur les services de l'État pour la mise en œuvre de cette politique.

Les propriétaires et gestionnaires forestiers avec l'aide du Parc poursuivent et développent une gestion durable assurant une production de qualité et favorisant la biodiversité (cf. chapitre II, article 6 de la charte).

La prise en compte des sensibilités paysagères, répondant à la demande sociale est également recherchée.

En ce qui concerne les forêts ouvertes au public, la gestion de la fréquentation constitue l'une des priorités du Parc. Elle passe notamment par la canalisation des flux et la sensibilisation des usagers (cf. chapitre VII de la charte ; schéma d'accueil du public).

L'application de ces dispositions fait l'objet de conventions-cadres et de conventions particulières avec les gestionnaires et les propriétaires.

Les espaces boisés concernés par des secteurs ou des éléments d'intérêt identifiés au plan de référence de la charte :

Les espaces boisés situés au sein des sites d'intérêt écologique :

Les forestiers et le Parc peuvent réaliser, en partenariat avec les acteurs concernés, des plans de gestion visant à maintenir, voire enrichir, le patrimoine naturel de ces sites. L'un des axes de gestion concerne en particulier le maintien ou la reconquête des milieux ouverts à forte valeur écologique : marais, prairies, pelouses, landes, etc. Afin de ne pas contrecarrer cette gestion future, les communes, avec l'aide du Parc, mesurent la pertinence du classement en "Espaces boisés classés" des bois situés au sein des sites d'intérêt écologique identifiés au plan de référence.

(1) sauf indications contraires dans les fiches communales pour deux sites concernés par des projets spécifiques (cf. fiches communales de Ray et de Chantilly)

(2) Les espaces de cabanisation ne sont pas considérés comme des sites urbains "constitués"

Les espaces boisés situés dans les "fonds de vallées et espaces connexes au réseau hydrographique" :

Au vu de la sensibilité paysagère des espaces de fonds de vallées, le Parc veille au maintien d'un équilibre milieux ouverts/boisements.

Chaque unité paysagère étant un cas particulier, les orientations et principes en matière d'équilibre milieux ouverts/boisements dans les vallées sont définis par les plans de paysage, en concertation avec les acteurs concernés.

Les corridors écologiques et les liaisons biologiques :

Les corridors écologiques assurent la mise en relation des massifs forestiers du territoire, entre eux, mais également avec les autres entités naturelles voisines (massif de Compiègne, marais de Sacy, bois du Roi et forêt de Retz, bois de Saint-Laurent, forêt de Carnelle).

Les liaisons biologiques sont des couloirs de relation réduits à de simples axes, ou associés à des équipements de franchissement des infrastructures (spécifiques ou non) et utilisés par la faune.

Les corridors écologiques et les liaisons biologiques, en assurant la mise en réseau des grandes entités naturelles, jouent un rôle majeur dans la conservation de la diversité biologique (lieu de migration et d'échanges génétiques permettant le maintien de populations viables).

Le maintien de la vocation et de la gestion agricole et forestière de ces espaces est la meilleure garantie de leur préservation.

Le rôle et la fonctionnalité de ces corridors écologiques et de ces liaisons biologiques ne sont pas remis en cause.

Les communes et les structures intercommunales prennent en compte les corridors écologiques et les liaisons biologiques dans leurs documents d'urbanisme afin notamment de :

- maintenir les coupures d'urbanisation ;
- préserver les éléments permettant à ces espaces d'assurer leur rôle (maintien des bosquets, des haies, des zones humides, etc.).

Les projets de nouvelle infrastructure linéaire ou d'aménagement d'infrastructures existantes veillent à ne pas remettre en cause le rôle et le fonctionnement des corridors écologiques et des liaisons biologiques. Pour les projets susceptibles de remettre en cause le rôle et le fonctionnement de ces corridors et liaisons, des mesures d'ac-

compagnement assurent le rétablissement des axes de déplacement de la faune dans les meilleures conditions et développent toute action pour renforcer le continuum écologique.

Dans le cas de coupures induites par des infrastructures existantes, le Parc participe, avec les gestionnaires des infrastructures, à la recherche de solutions de rattrapage.

Le Parc participe au suivi de l'efficacité des équipements de franchissement pour la faune en partenariat avec les acteurs concernés. Il propose éventuellement des aménagements complémentaires, ou des modalités de gestion des abords mieux adaptées, afin d'améliorer l'efficacité de ces équipements.

Il suit également les problèmes de collisions-accidents, collabore à la recherche de moyens de prévention et participe à leur mise en œuvre.

Les nouvelles carrières ou les extensions de carrières existantes ne doivent pas remettre en cause la fonctionnalité des liaisons biologiques et des corridors écologiques (aussi bien pendant la phase d'exploitation que par le réaménagement). La remise en état ou le réaménagement de ces carrières renforcent la biodiversité de ces espaces.

Le Parc réalise une étude fine, à la parcelle, de chacun de ces espaces de liaison afin de connaître leur fonctionnement, d'en définir avec les partenaires concernés les modalités de préservation, de reconquête et de gestion, et d'assurer leur suivi. Ces études permettent d'actualiser et d'affiner l'identification des corridors écologiques et des liaisons biologiques inscrits au plan de référence de la charte.

Le Parc propose aux propriétaires et gestionnaires des modalités de gestion visant à améliorer la fonctionnalité de ces espaces en tant que corridor écologique, sans pour autant remettre en cause la vocation agricole ou forestière de ces espaces.

Ces espaces sont, par ailleurs, prioritaires pour l'application des politiques de lutte contre la cabanisation, ainsi que de maintien et de redéploiement du réseau végétal initiées par le Parc.

Un partenariat est engagé avec les communes et/ou les structures intercommunales situées hors périmètre, concernées par les corridors écologiques ou les liaisons biologiques.

Les espaces agricoles :

Il s'agit d'espaces dont la vocation agricole est maintenue ou rétablie. Ces espaces sont non urbanisables.

Les communes et les structures intercommunales s'engagent, dans leurs documents d'urbanisme, à maintenir la vocation de ces espaces, à éviter l'enclavement des sièges d'exploitation et à rendre possible l'édification des constructions nécessaires à l'activité agricole⁽³⁾. Ces espaces peuvent également accueillir des équipements publics ; ceux-ci devront faire l'objet d'une étude préalable d'implantation, dans le respect des orientations de la charte.

Le Parc contribue au maintien et au développement des activités agricoles dans un double objectif de développement économique et de gestion durable des espaces.

Il favorise le maintien d'une activité agricole performante et dynamique en veillant à la pérennité des espaces et des unités d'exploitation, en favorisant la qualité et la diversité des produits et en facilitant leur commercialisation, en participant à la recherche de nouveaux débouchés (cf. chapitre VI, article 20 de la charte).

Parallèlement, il encourage une gestion des espaces agricoles respectueuse de l'environnement. Dans ce cadre, le Parc et les acteurs du monde agricole se donnent notamment pour objectifs la gestion durable des ressources naturelles, la recherche de la biodiversité, le maintien ou le redéploiement d'une agriculture spécifique et viable dans les secteurs en déprise, permettant de sauvegarder les milieux ouverts d'intérêt écologique et paysager du territoire (cf. chapitre II, article 6 de la charte).

Le Parc développe, en partenariat avec les Chambres d'agriculture, ces différents axes de travail à l'aide de moyens divers : prise en compte dans les documents d'urbanisme, recherche, expérimentation et soutien technique, communication, sensibilisation et formation, mise en œuvre d'opérations agro-environnementales sous la forme de conventions ou d'outils (CTE, etc.).

L'identité et les sensibilités paysagères du territoire sont prises en compte. Dans ce cadre, le Parc favorise l'intégration de la préoccupation paysagère dans la gestion des espaces et des équipements agricoles. Le réseau végétal, le maillage des sentiers et chemins sont, par ailleurs, préservés.

Afin de prévenir le phénomène de cabanisation, le Parc surveille les espaces de déprise agricole. Les maires des communes s'engagent à prendre toutes mesures pour éviter l'implantation d'activités nuisantes, ou le mitage par des constructions de

loisirs ou des caravanes. Le Parc apporte son assistance technique et juridique. Les communes demandent l'aide des services de l'État pour la mise en œuvre de cette politique.

Dans les espaces agricoles, les installations et les constructions nécessaires à l'exploitation des ressources minérales sont permises pendant la durée de l'exploitation.

Les espaces agricoles concernés par des secteurs ou éléments d'intérêt identifiés au plan de référence de la charte :

Les espaces agricoles situés en fonds de vallées ou connexes au réseau hydrographique :

Ces espaces accueillent les constructions nécessaires aux activités gestionnaires de ces espaces, compatibles avec les caractéristiques et les sensibilités écologiques et paysagères existantes. Le Parc favorise le maintien, voire le redéploiement des pratiques agricoles permettant la gestion, et par là-même la sauvegarde, des milieux spécifiques de ces fonds de vallées : marais, cressonniers, prairies humides, etc.

Les espaces agricoles identifiés comme "zones d'intérêt et de sensibilité paysagère" :

Dans ces zones à sensibilité paysagère, classées en grande partie au titre de la loi de 1930, le Parc aide, financièrement le cas échéant, l'intégration paysagère des bâtiments agricoles (réhabilitation de bâtiments existants ou création de nouveaux bâtiments), après examen des dossiers au cas par cas.

Les espaces agricoles situés dans les corridors écologiques :

Ces espaces sont prioritaires en matière de réhabilitation du réseau de haies et bosquets.

Les espaces agricoles relevant d'un site d'intérêt écologique :

Des contrats de gestion sont proposés aux propriétaires pour une gestion écologique de ces sites, en partenariat notamment avec les agriculteurs. Par ailleurs, le Parc favorise le maintien ou le redéploiement des activités agricoles, permettant la gestion des milieux ouverts à forte valeur écologique présents au sein de ces sites.

Les espaces agricoles situés au contact des méristèmes (franges de croissance potentielle du tissu bâti) peuvent perdre leur vocation agricole et

(3) dans la charte, les activités hippiques sont assimilées à des activités agricoles

devenir urbanisables. Une étude urbaine et un plan de paysage, réalisés préalablement à tout projet d'extension urbaine, déterminent, au vu des potentialités de la commune et dans un souci de gestion rigoureuse de l'espace, les nouveaux espaces urbanisables (*cf. chapitre V de la charte*).

L'accueil des activités équestres en zone agricole :

Le Parc permet l'implantation de l'activité cheval (centres équestres) en zone à vocation agricole et dans le respect des orientations environnementales et paysagères de la charte, prioritairement dans le cadre de la reprise de bâtiments existants (le changement de vocation doit être reconnu dans les Plu). Il conseille les communes lors de l'élaboration de leurs documents d'urbanisme pour une implantation des centres équestres respectueuse des orientations environnementales et paysagères de la charte.

Le Parc aide en amont les porteurs de projets à définir un projet qualitatif et à monter le dossier de demande de permis de construire, en partenariat avec les Chambres d'agriculture et les CAUE.

Concernant l'activité hippique-course, les nouvelles installations d'écuries, haras, etc. et les services associés restent concentrés au sein du pôle de Chantilly, au plus près des équipements existants.

Les espaces à vocation hippique :

Il s'agit du champ de courses de Chantilly et des terrains d'entraînement nécessaires à l'activité hippique-course : terrains des Aigles, terrains de Coye-la-Forêt, Lamorlaye et Avilly-Saint-Léonard.

L'intégrité et la fonctionnalité (accès...) de ces espaces sont respectées.

Ces espaces présentent, pour le territoire, une valeur patrimoniale. Ils exigent, de ce fait, une attention particulière, tant d'un point de vue architectural et paysager qu'environnemental, et méritent une mise en valeur.

En cas d'abandon de l'activité hippique, ces espaces redeviennent des espaces à vocation agricole.

Concernant le projet de rénovation de l'hippodrome de Chantilly, nécessaire à l'amélioration des conditions d'accueil des chevaux et du public, les études préalables et les travaux seront exemplai-

res, notamment en matière de prise en compte de l'environnement et du paysage. Des mesures compensatoires accompagnent par ailleurs ce projet.

Les zones d'enjeu pour l'exploitation des ressources minérales :

Il s'agit des gisements potentiels connus identifiés dans les schémas départementaux des carrières, qui présentent un intérêt particulier et méritent d'être protégés en vue d'une exploitation ultérieure : zones spéciales de recherche et d'exploitation de carrières de silice (décret du 23 décembre 1992 en application de l'article 109 du Code minier), gisements connus pour la pierre calcaire de Saint-Maximin et la "chaux de Boran".

Certains des espaces naturels concernés par ces gisements accueillent dès à présent des carrières.

Pour chaque zone d'enjeu ainsi identifiée, le Parc crée, s'il n'existe pas déjà, un groupe de suivi rassemblant les acteurs concernés (syndicats, exploitants, communes, services de l'État, associations...). Il initie une réflexion globale pouvant s'appuyer, si nécessaire, sur des études ou des expertises environnementales, paysagères ou socio-économiques, en vue d'assurer, dans la continuité du schéma départemental des carrières, la gestion durable des gisements rares, la prise en compte des enjeux environnementaux et paysagers à une échelle cohérente, l'exploitation raisonnée du site, l'intégration paysagère de l'ensemble de la zone tout au long de l'exploitation, la planification en amont de la circulation, ainsi que la cohérence des réaménagements successifs et leur intégration au contexte territorial.

Les résultats de ces réflexions, après validation du groupe de suivi, sont destinés à fournir des références complémentaires à l'État pour l'élaboration des arrêtés d'autorisation et aux collectivités pour l'élaboration et la révision des documents d'urbanisme.

Dans les zones d'enjeux, les installations et les constructions nécessaires à l'exploitation des ressources minérales sont permises pendant la durée de l'exploitation.

Il est à noter que la zone concernée par l'article 109 du Code minier sur la commune d'Apremont est déjà en grande partie exploitée et remise en état.

Le réseau hydrographique :

La préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques constitue l'un des enjeux majeurs du territoire.

Le Parc appuie et renforce les actions des maîtres d'ouvrage institutionnels pour atteindre les objectifs de qualité des cours d'eau, tant en matière physico-chimique qu'en termes d'amélioration des habitats.

Le Parc s'engage, aux côtés des acteurs de l'eau, dans une gestion globale et intégrée de la ressource et des milieux aquatiques, à l'échelle des aquifères ou des bassins versants, autour des notions d'entretien écologique des milieux, de gestion des ruissellements, d'exploitation raisonnée et d'amélioration de la qualité de la ressource (cf. chapitre II, article 8 de la charte).

Les éventuels aménagements concernant le réseau hydrographique, la restauration et l'entretien sont menés dans le respect des orientations de la charte en matière de préservation du patrimoine naturel et paysager. Les méthodes écologiques respectueuses des milieux et des paysages sont favorisées.

Dans l'éventualité de la réalisation du projet de mise à grand gabarit de l'Oise, ou de tout autre aménagement fluvial ou de lutte contre les inondations, les études et les travaux menés ont un caractère exemplaire. Le Parc est associé en amont au projet, afin de réfléchir avec le maître d'ouvrage et le gestionnaire aux modalités et mesures nécessaires à la préservation ou à la restauration des berges de la rivière et des milieux humides de la vallée, en cohérence avec les orientations de la charte et les actions du Parc. Ces modalités et mesures permettent, notamment, de préserver la ressource en eau (champs captants d'Asnières, par exemple), d'améliorer les potentialités écologiques de la vallée et d'engager une reconquête paysagère de ses espaces (en cohérence avec les conclusions des études écologiques et paysagères et du schéma global de vocation des ballastières).

Les fonds de vallées et espaces connexes au réseau hydrographique :

Les espaces connexes au réseau hydrographique, zones inondables et milieux humides, ou

plus globalement les fonds de vallées non urbanisés, sont indispensables à l'intégrité écologique et fonctionnelle du réseau hydrographique du territoire. Ces milieux constituent également des corridors écologiques.

Le Parc veille à la protection des cours d'eau en favorisant le maintien et la restauration des ripisylves, la mise en place de bandes enherbées et toutes actions, dans et hors du fond de vallée, qui permettent la maîtrise des ruissellements et la prévention des pollutions.

Il favorise la gestion adaptée des espaces de fonds de vallées, notamment par le maintien, voire le redéploiement, des pratiques agricoles permettant la gestion et, de ce fait, la sauvegarde des milieux porteurs de biodiversité ou d'identité paysagère, tels que les marais, les prairies humides (élevage extensif), les cressonnières, etc.

Le Parc et ses partenaires veillent à la cohérence des équipements et des projets d'assainissement avec la loi, les objectifs de qualité des cours d'eau et les orientations de la charte.

Le Parc reconnaît les espaces de fonds de vallées comme des espaces paysagers sensibles et y développe une politique particulière. Il y applique prioritairement et de manière exemplaire les principes paysagers de la charte (cf. chapitre IV, articles 12, 13 et 14).

Le Parc veille, notamment, au maintien d'un équilibre milieux ouverts/boisements. Chaque unité paysagère étant un cas particulier, les orientations et principes en matière d'équilibre milieux ouverts/boisements dans les vallées sont définis par les plans de paysage, en concertation avec les acteurs concernés.

Une partie des fonds de vallées du territoire est classée au titre de la loi du 2 mai 1930. Conformément aux schémas départementaux, l'exploitation des ressources minérales y est donc interdite (sauf zones art. 109 du Code minier).

Hors site classé, l'activité d'extraction s'inscrit en cohérence avec les enjeux et les orientations définies dans la charte et les plans de paysage. Les projets sont exemplaires autant en matière d'intégration paysagère au cours de l'exploitation, qu'en matière de remise en état. Cette dernière doit être cohérente avec la vocation (agricole ou forestière) et la sensibilité de l'espace concerné.

Le Parc porte à la connaissance des exploitants les données et les enjeux liés à ces sites ou à ces espaces. Les porteurs de projets réalisent, avec l'aide du Parc, une étude paysagère approfondie.

Les espaces de fonds de vallées et les espaces connexes au réseau hydrographique sont des espaces à vocation agricole ou boisée à sensibilité éco-paysagère. Aucune extension urbaine ne peut entamer l'intégrité de ces espaces. Les seules constructions envisageables sont :

- les constructions nécessaires aux activités gestionnaires de ces espaces (bâtiments agricoles et forestiers), compatibles avec les caractéristiques et les sensibilités écologiques et paysagères existantes (dans le respect également des documents réglementaires particuliers auxquels ils sont éventuellement soumis : plan de prévention des risques, périmètre de protection des captages). Dans ce cadre, le Parc aide, financièrement le cas échéant, l'intégration paysagère des bâtiments agricoles, après examen des dossiers au cas par cas ;
- les équipements d'utilité publique (tels que routes, voies ferrées, stations d'épuration, châteaux d'eau, etc.), dès lors que les contraintes techniques le justifient et à condition de prendre toutes les précautions utiles pour minimiser les atteintes à l'environnement et au paysage ;
- les extensions limitées, la réparation et l'aménagement, la reconstruction après sinistre à égalité de surface de plancher hors œuvre brut des constructions existantes, dès lors qu'elles font l'objet d'une reconnaissance réglementaire dans les documents d'urbanisme ;
- les installations légères et/ou les équipements d'intérêt public dès lors qu'ils permettent la mise en œuvre des politiques menées pour répondre aux objectifs de la charte, notamment en matière écologique et d'accueil du public ;
- les installations et les constructions hors sites classés nécessaires à l'exploitation des ressources minérales, pendant la durée de l'exploitation.

Les zones humides⁽⁴⁾ sont dans tous les cas préservées.

Les sites d'intérêt écologique :

Il s'agit d'espaces naturels à vocation agricole ou forestière, donc non urbanisables, concentrant les habitats remarquables, les espèces floristiques et faunistiques rares du territoire.

Ces espaces sont répertoriés en tant que tels dans les documents d'urbanisme.

Chacun de ces sites fait l'objet d'une fiche descriptive (cf. fiches "sites d'intérêt écologique") qui précise notamment son niveau d'intérêt, "site d'intérêt majeur" ou "autre site d'intérêt", ainsi que le degré de priorité d'intervention, déterminé en fonction du niveau d'intérêt et de l'importance des menaces pesant sur le site :

- site d'intérêt écologique d'intervention très prioritaire ;
- site d'intérêt écologique d'intervention prioritaire ;
- site d'intérêt écologique d'intervention non prioritaire.

Pour chaque site d'intérêt écologique, le Parc propose aux propriétaires concernés que soit menée une réflexion pouvant aboutir à l'élaboration d'un contrat de gestion écologique. Le Parc réalise et/ou accompagne la réalisation de ces contrats. Ceux-ci sont élaborés en concertation étroite avec les acteurs concernés. Ils établissent un diagnostic du patrimoine naturel et des usages, puis définissent la politique à mettre en place, les modalités de gestion, les moyens y compris financiers, les modalités de suivi scientifique du site et d'évaluation des actions, la mise en valeur auprès du public, etc.

Dans ce cadre, les données écologiques, floristiques et faunistiques (cf. fiches "site d'intérêt écologique") font l'objet d'une mise à jour. Les inventaires sont réalisés avec l'accord du ou des propriétaires. Les "minutes" de terrain de ces inventaires sont communiquées aux propriétaires et gestionnaires concernés.

Les orientations en matière de gestion durable des espaces agricoles et forestiers sont appliquées avec une attention particulière et des moyens renforcés dans les sites d'intérêt écologique.

Le Parc et ses partenaires veillent à préserver ces espaces d'une fréquentation incompatible avec les objectifs de gestion écologique et de préservation des biens privés.

Les nouveaux aménagements ou équipements et les nouvelles activités respectent l'intérêt et la richesse écologique du site. Tout projet fait l'objet d'une étude préalable spécifique et s'accompagne de la réalisation d'un contrat de gestion écologique du site.

Afin de ne pas s'opposer à la gestion écologique de ces sites d'intérêt et notamment à la reconquête des milieux ouverts (marais, landes, pelouses, etc.), les communes, avec l'aide du Parc et des services concernés, mesurent la pertinence du classement "Espaces boisés classés" dans les Plu des bois situés sur ces sites.

(4) "on entend par zones humides les terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année" (loi n°92-3 du 3 janvier 1992)

Les sites prédésignés au titre de la directive Habitat :

Certains sites d'intérêt écologique sont des propositions de sites d'intérêt communautaire au titre de la directive européenne Habitat. Pour ces sites, les décrets n° 2001-1031 et n° 2001-1216 dits "procédure" et "gestion", ainsi que toute réglementation future spécifique à Natura 2000, s'appliquent.

VILLES ET VILLAGES

Les tissus d'intérêt architectural et/ou urbain :

Il s'agit des centres anciens à valeur historique et/ou culturelle, des villes et des villages, des faubourgs ruraux ou industriels aux qualités urbaines, des ensembles résidentiels des XVIII^e ou XIX^e siècles présentant un intérêt architectural.

Une attention particulière est portée sur ces tissus tant d'un point de vue architectural et urbanistique, que d'un point de vue environnemental et paysager.

Ces tissus font l'objet d'une protection renforcée afin de les préserver et de ne pas les dénaturer par des projets inadaptés.

Les projets envisagés sont étudiés dans le respect du caractère typo-morphologique du tissu et contribuent à préserver ou à renforcer le caractère du paysage bâti existant, en application de la loi n° 93.24 du 8 janvier 1993 dite "loi paysage":

- la structure parcellaire du tissu est confirmée ;
- la construction est implantée dans le respect des continuités bâties ;
- le bâti s'inscrit dans le registre des typologies existantes (analogies des volumes, hauteurs, toitures, ordonnancements, matériaux, etc.). Cependant, une interprétation contemporaine des typologies existantes est encouragée.
- l'accompagnement végétal du bâti respecte les trames végétales existantes.

Ces projets respectent les caractéristiques environnementales et paysagères du tissu, ainsi que ses entités remarquables :

- les vallées et vallons secs (talwegs), les fonds humides, les coteaux sont préservés ;
- les boisements ainsi que les terrains cultivés en milieu bâti (vergers ou jardins potagers) sont protégés ;
- les grandes propriétés sont maintenues dans le respect de leur intégrité.

Le bâti remarquable est protégé :

- l'identité historique et culturelle de ce bâti est préservée ;
- ce bâti fait l'objet, le cas échéant, d'une réhabilitation à l'identique (respect des ordonnancements, des matériaux, etc.) ;
- ce bâti fait l'objet, si nécessaire, d'une mise en valeur paysagère.

Les espaces publics sont traités dans le respect du caractère paysager du tissu.

Les réseaux aériens sont enfouis progressivement à l'occasion de travaux de voirie.

Les reconversions, notamment de friches artisanales ou agricoles, sont examinées en priorité.

La mixité habitat/travail est requise et l'offre en matière de logements est diversifiée.

Une politique foncière opérationnelle est mise en place par les communes pour ces "tissus d'intérêt architectural et/ou urbain" (acquisitions foncières stratégiques, exercice du droit de préemption urbain (DPU), etc.).

Les tissus bâtis communs :

Il s'agit des tissus contemporains périphériques, composés en grande partie de lotissements pavillonnaires peu respectueux du caractère typomorphologique des tissus anciens.

Ces tissus nécessitent une requalification urbanistique et/ou paysagère.

Les projets contribuent à la requalification de ces tissus et tendent à lui conférer une identité qualitative et spécifique :

- les nouvelles constructions affirment des continuités bâties ;
- les clôtures contribuent de manière cohérente au caractère paysager du tissu ;
- le bâti tend vers le registre des typologies traditionnelles (ordonnancements, matériaux, composition architecturale) ;
- l'accompagnement végétal du bâti s'intègre aux trames végétales existantes.

La densification du tissu est favorisée, là où elle est possible.

Les espaces publics banalisés sont caractérisés. Des continuités paysagères sont recherchées avec le tissu ancien.

L'offre en matière de logements est diversifiée.

Les tissus diffus :

Il s'agit des tissus à caractère diffus qui n'ont pas vocation à être densifiés.

Ils ne peuvent accepter que peu de constructions nouvelles établies sur de très grandes parcelles.

Les projets respectent le caractère environnemental et paysager des lieux et ne participent, en aucun cas, au renforcement du mitage d'un paysage ou d'un site.

Le bâti s'inscrit dans le registre des typologies traditionnelles.

L'accompagnement végétal du bâti, établi sur de grandes parcelles, s'inscrit dans la trame végétale du paysage.

Les espaces publics sont traités dans le respect du caractère paysager du tissu.

Les sites de requalification prioritaires :

Il s'agit des sites identifiés sur les fiches communales et les fiches "unités paysagères" comme devant faire l'objet d'une requalification prioritaire.

Ces sites sont des franges bâties et des entrées de bourg, ainsi que des traversées d'agglomérations retenues en raison de leur situation en entrées du Parc, afin de permettre une valorisation de son image.

Ce sont également des sites nécessitant une action prioritaire du Parc en raison de leur état (friches d'activités, zones de fait).

Ils sont identifiés sur le plan de référence de la charte par un triangle noir.

Les franges bâties et entrées de bourg

- Asnières-sur-Oise (frange urbaine Nord) – entrée de Parc
- Boran-sur-Oise (entrée de bourg par la RD 924, en provenance de Bruyère-sur-Oise) - entrée de Parc
- La Chapelle-en-Serval (entrée de bourg par la RN 17, en provenance de Survilliers) – entrée de Parc.

Les traversées d'agglomération

- La Chapelle-en-Serval/Survilliers ("Le coq chantant" sur la RN 17), entrée de Parc
- Chaumontel (traversée d'agglomération par la RN 16) , 1^{ère} agglomération en entrée de Parc
- Fleurines (traversée d'agglomération par la RN 17), 1^{ère} agglomération en entrée de Parc
- Viarmes (traversée d'agglomération par la RD 909), 1^{ère} agglomération en entrée de Parc.

Les zones d'activités et les friches d'activités

- Barbery (ZA "Le Pommelotier" - friche industrielle de l'ancienne distillerie)
- Fleurines (friche d'activités touristiques "La vallée

- des Peaux Rouges")
- Pontpoint (ZA de Moru - zone de fait)
- Pont-Sainte-Maxence (ZA de l'évêché - zone de fait)
- Saint-Maximin (anciennes carrières en limite de franges bâties)
- Verberie (ZA des "remises"), entrée du Parc
- Verberie (friche industrielle en vallée de l'Automne)
- Viarnes (ZA de l'Orme), entrée de Parc
- Vineuil-Saint-Firmin (ZA "La remise coupée" - zone de fait autour de l'ancienne gare).

Les franges de croissance urbaine (méristèmes) :

Il s'agit des sites d'extension potentiels hors du tissu bâti.

Une étude fine du tissu bâti et de son environnement permet, au préalable, de déterminer les potentialités de développement des communes dans le strict respect d'une gestion rigoureuse de l'espace.

Dans ce cadre, les projets de croissance du bâti visent à :

- maintenir la cohérence de l'espace public ;
- assurer la continuité du bâti ;
- inscrire le bâti dans le registre des typologies traditionnelles (analogie des volumes, hauteurs, toitures, ordonnancements, matériaux, etc.).

Une interprétation contemporaine des typologies existantes est encouragée.

- prolonger les trames végétales existantes.

Tout projet fait l'objet d'un exercice de composition du bâti reposant sur une structure parcellaire traditionnelle et propose un traitement maîtrisé de la frange bâtie dans le respect de son environnement naturel.

Les espaces publics sont traités dans le respect du caractère paysager du tissu.

La mixité habitat/travail est requise et l'offre en matière de logements est diversifiée.

De nouvelles constructions, en nombre très limité, peuvent être autorisées* dans la continuité directe du tissu bâti existant, sans être gérées par un "méristème", dès lors qu'elles ne portent pas atteintes à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à la salubrité et à la sécurité publique et qu'elles s'inscrivent dans le strict respect des principes de la charte. Les communes s'engagent à consulter le Parc avant la délivrance des permis de construire, concernant ces constructions.

Aucune zone d'activités ne peut être créée hors du tissu bâti, hormis celles qui sont explicitement identifiées dans les fiches communales ci-après.

Les implantations ponctuelles :

Il s'agit d'implantations limitées à usage d'activités n'ayant pas vocation à prolonger naturellement le tissu bâti traditionnel. Ces implantations privilégient la création de structures d'accueil spécifiques :

- extension du centre commercial au lieu-dit "Le coq chantant" (La Chapelle-en-Serval)
- "ferme d'activités" au lieu-dit "Saint-Lazare" (Luzarches).

LES MÉRISTÈMES

Le concept imaginé des "mérismèmes" vise à sortir d'une logique de "zonage" et à permettre un développement raisonné et maîtrisé.

"Mérismèmes" est un terme botanique qui désigne les tissus constitués de cellules dont la division est à l'origine du développement de la plante.

Les "mérismèmes" matérialisent par un surlignage rouge sur le plan de référence de la charte des franges de croissance du bâti, c'est-à-dire qu'ils identifient les tissus existants, anciens ou récents, à partir desquels une extension urbaine cohérente est envisageable, dans le respect des objectifs de la charte du Parc qui exige de :

- préserver ou renforcer le caractère paysager de ces villes et villages ;
- respecter les sites d'inscription (vallées sèches, fonds humides, coteaux, boisements, etc.) ;
- préserver les entités remarquables du tissu bâti (grandes propriétés, par exemple) ;
- maintenir la cohérence de l'espace public (continuité des rues, places, ruelles permettant les cheminements piétons et cyclistes, la circulation automobile, qualité de traitement de sol, choix des mobiliers urbains, de la signalétique, de l'aménagement paysager) ;
- assurer la continuité du bâti, en application de la loi paysage, en étant vigilant à l'implantation des constructions, à leur épannelage, à la nature des clôtures, suivant les différents contextes ;
- assurer l'intégration esthétique des constructions (choix des matériaux, des couleurs, des plantations d'accompagnement, etc.) ;
- restituer une transition douce avec le paysage environnant.

Les mérismèmes sont proposés au regard des potentialités d'intégration du bâti, mais également des pré-occupations de préservation de l'environnement naturel des villes et des villages⁽¹⁾.

Les mérismèmes ne situent que des sites d'extension potentiels du bâti et, par voie de conséquence, les espaces dont la vocation des sols, essentiellement agricole, peut être amenée à évoluer.

Ils ne sont cependant pas la traduction sur le plan de référence de la charte de l'acceptation par le Parc d'un développement libre.

Les communes s'engagent à réaliser l'étude urbaine et le (les) plan(s) de paysage⁽²⁾ qui les concernent avant toute extension urbaine.

De nouvelles activités, qui n'ont pas vocation à prolonger naturellement le tissu bâti, peuvent faire l'objet d'une implantation ponctuelle non générée par un mérismème, à condition d'avoir fait l'objet d'une étude préalable définissant la nature de ce développement et son importance. Elles sont repérées par un symbole sur le plan de référence de la charte.

(1) voir les "principes ayant présidé à la localisation des mérismèmes"

(2) Lorsque le plan de paysage n'existe pas encore, l'étude urbaine doit pallier ce manque d'information en prenant en charge les analyses nécessaires :

- place du bâti dans le grand paysage
- transitions bâti/non bâti
- inventaire du patrimoine
- contraintes naturelles et paysagères
- points de vue et cônes de vue
- etc.

PRINCIPES AYANT PRÉSIDÉ À LA LOCALISATION DES MÉRISTÈMES

Une étude succincte des différents plans de référence des PNR existants montre que les développements urbains des communes sont considérés sur ces documents comme des exclusions de l'espace naturel.

Ce principe présente un double inconvénient :

- permettre le développement là où il n'est pas sûr qu'il soit le plus opportun ;
- le restreindre, quand l'enveloppe définissant la vocation des zones est trop limitative.

Par ailleurs, il est souvent compris par les communes comme un droit à urbaniser.

Le concept imaginé des "méristèmes" vise à sortir d'une logique de "zonage" et à permettre un développement raisonné et maîtrisé.

L'étude urbaine et le plan de paysage auraient dû, seuls, permettre de définir les conditions d'une éventuelle croissance bâtie.

Le recours à un principe de matérialisation des franges de croissance du bâti sur le plan de référence de la charte par un surlignage n'a d'utilité que pour permettre une modification de la destination des sols (passer du statut "agricole" au statut "tissu bâti", par exemple).

Les méristèmes ont été localisés par défaut afin, en évitant les logiques du "tout" et du "rien", de restreindre les possibles aux seuls sites acceptables au regard des études réalisées dans le cadre de l'élaboration de la charte, des analyses de terrain et de la concertation menée avec les communes.

La localisation de ces méristèmes fait l'objet d'une justification commune par commune, inscrite dans les fiches communales.

ÉLÉMENTS ET PAYSAGES IDENTITAIRES ET PATRIMONIAUX

Les zones d'intérêt et de sensibilité paysagère :

Il s'agit des espaces du territoire, le plus souvent à vocation agricole, jouant un rôle primordial dans l'identité, la lecture et la qualité paysagère du territoire, et présentant, de ce fait, une forte sensibilité paysagère : éléments de relief (rebords de plateau, buttes), glacis agricoles et espaces de clairière des massifs forestiers, espaces offrant de grandes perspectives ou créant des relations visuelles avec des éléments remarquables du patrimoine (sites, monuments, etc.).

Les documents d'urbanisme reconnaissent le caractère naturel de ces espaces et assurent leur pérennité qui dépend du maintien de l'activité agricole.

Le Parc favorise toute action permettant de préserver, de requalifier ou de mettre en valeur ces espaces. Il y applique prioritairement et de manière exemplaire les principes paysagers de la charte (*cf. chapitre IV, articles 12, 13 et 14*).

Aucune extension urbaine ne peut entamer l'intégrité de ces espaces. Les seules constructions envisageables sont :

- les constructions nécessaires à l'activité agricole, respectant la sensibilité et la qualité paysagère du site. Dans ce cadre, le Parc aide, financièrement le cas échéant, l'intégration paysagère des bâtiments agricoles (réhabilitation de bâtiments existants ou création de nouveaux bâtiments), après examen des dossiers au cas par cas ;
- les équipements d'utilité publique (tels que routes, voies ferrées, stations d'épuration, châteaux d'eau, etc.), dès lors que les contraintes techniques le justifient et à condition de prendre toutes les précautions utiles pour minimiser les atteintes à l'environnement et au paysage ;
- les extensions limitées, la réparation et l'aménagement, la reconstruction après sinistre à égalité

de surface de plancher hors œuvre brut des constructions existantes, dès lors qu'elles font l'objet d'une reconnaissance réglementaire dans les documents d'urbanisme ;

- les installations légères et/ou les équipements d'intérêt public dès lors qu'ils permettent la mise en œuvre des politiques menées pour répondre aux objectifs de la charte, notamment en matière écologique et d'accueil du public ;

Ces espaces sont classés en quasi totalité au titre de la loi du 2 mai 1930.

Conformément aux schémas départementaux, l'exploitation des ressources minérales est interdite en site classé (sauf zones art. 109 du Code minier). Concernant les zones d'intérêt et de sensibilité paysagère situées hors sites classés, l'activité d'extraction s'inscrit en cohérence avec les enjeux et les orientations définies dans la charte paysagère et les plans de paysage. Dans ces espaces, les installations et les constructions nécessaires à l'exploitation des ressources minérales sont permises pendant la durée de l'exploitation. Les projets sont exemplaires autant en matière d'intégration paysagère au cours de l'exploitation, qu'en matière de remise en état. Cette dernière doit être cohérente avec la vocation (agricole ou forestière) et la sensibilité de l'espace concerné. Le Parc porte à la connaissance des exploitants les données et les enjeux liés à ces sites ou à ces espaces. Les porteurs de projet réalisent, avec l'aide du Parc, des études paysagères approfondies.

Articulation de la politique du Parc avec les sites classés :

"Les monuments naturels ou les sites classés ne peuvent être ni détruits ni être modifiés dans leur état ou leur aspect sauf autorisation spéciale" (loi du 2 mai 1930).

Une corrélation est recherchée entre la portée de protection des sites classés du territoire et la politique du Parc. Ainsi, la nature et la vocation forestière des trois massifs forestiers classés au titre de la loi de 1930 sont réaffirmées par la présente charte et son plan de référence. Les glacis agricoles des massifs et la vallée de l'Ysieux classés sont repris dans la trame "Zones d'intérêt et de sensibilité paysagère".

Le Parc par ses missions, les compétences de son équipe technique, les moyens qu'il mobilise permet la gestion raisonnée et adaptée des espaces protégés au titre des sites : conseil et aide aux acteurs locaux face aux exigences qu'implique le

classement, mise en œuvre des aménagements paysagers et des nécessaires réhabilitations paysagères.

Au regard de la part importante des sites classés ou inscrits et afin d'articuler au mieux l'action du Parc avec la présence de ces sites, le Parc demande à être entendu par les commissions départementales des sites, perspectives et paysages chaque fois que celles-ci sont consultées sur un dossier concernant son territoire.

De même, les plans de paysage concernant des espaces classés au titre de la loi du 2 mai 1930 sont présentés en commission départementale des sites, des perspectives et des paysages.

Les grands domaines :

Il s'agit de grandes propriétés souvent encloses, d'une grande valeur patrimoniale et présentant encore une unité et une identité, bien que parfois issues d'entités historiques et culturelles plus grandes.

Une attention particulière est portée sur ces grands domaines, tant d'un point de vue architectural et paysager qu'environnemental.

L'intégrité de ces grands domaines doit être préservée.

Les communes s'engagent, en application de l'article L.111-5-2 du Code de l'urbanisme, à soumettre à déclaration préalable, toute division volontaire en propriété ou en jouissance, de ces grands domaines, par ventes ou locations simultanées ou successives.

Les possibilités de construction sont limitées. Les grands domaines n'ont pas vocation à accueillir des opérations immobilières.

Les projets de valorisation économique (de type culturel, sportif, social, de service, commercial, etc.) des grands domaines qui peuvent souvent contribuer utilement au financement de leur entretien et/ou de leur restauration, respectent ou rétablissent l'identité du bâti sur le site : suppression des adjonctions inopportunes, utilisation du bâti existant, recherche en cas d'extension(s) d'une architecture respectueuse de l'existant par sa volumétrie, sa modénature, ainsi que de l'organisation spatiale du domaine.

Les projets envisagés doivent respecter l'écologie du site (intérêt écologique, faunistique et floristique), ainsi que la cohérence et l'unité de sa structure paysagère.

Une étude écologique et paysagère préalable

permet d'évaluer et de déterminer les possibilités d'aménagement du site.

Les déboisements ne sont autorisés que suivant les conclusions de cette étude, dans le respect des documents d'urbanisme.

Lorsque ces domaines constituent ou abritent des sites d'intérêt écologique, un contrat de gestion écologique est réalisé dans le cadre des études préalables.

L'appartenance de sites, détachés des grands domaines actuels, aux entités historiques et culturelles d'origine est prise en compte, notamment en ce qui concerne leur gestion.

ÉQUIPEMENTS, INFRASTRUCTURES

Les golfs et les parcs de loisirs :

Le Parc abrite sur son territoire un certain nombre de golfs et de parcs de loisirs.

Le Parc propose une démarche environnementale qualitative aux propriétaires et gestionnaires en matière de gestion des espaces et d'intégration des équipements.

Les extensions ou aménagements complémentaires des équipements existants (infrastructures hôtelières ou sportives, par exemple) nécessaires à l'activité économique sont réalisés à l'intérieur du site (sauf indications contraires explicitées dans les fiches communales) et respectent les orientations de la charte, notamment en matière écologique et paysagère.

Les nouveaux bâtiments ou infrastructures présentent une qualité architecturale et sont bien intégrés sur le plan paysager.

Pour ces projets d'extension ou d'aménagement à l'intérieur du site, les communes demandent l'avis du Syndicat mixte.

Le Parc offre un conseil aux maîtres d'ouvrage lors de l'élaboration des projets.

Les golfs et les parcs de loisirs du territoire n'ont pas vocation à se transformer en opération immobilière. Les terrains qu'ils occupent ne peuvent pas changer de destination.

En cas de cessation de l'activité, un retour à une vocation naturelle est recherchée, en adéquation avec les enjeux environnementaux et paysagers du territoire.

Le territoire du Parc n'a pas vocation à accueillir de nouveaux grands équipements ou complexes de loisirs autres que ceux inscrits sur le plan de référence de la charte.

Les aérodromes civils et militaires et les pistes d'essais :

Trois aérodromes se situent, en totalité ou en partie, sur le territoire du Parc :

- l'aérodrome de Creil ;
- la base militaire aérienne de Creil ;

- l'aérodrome du Plessis-Belleville (en partie situé sur la commune d'Ermenonville).

Le territoire abrite, par ailleurs, un circuit d'essais automobiles (circuit Valéo).

Ces infrastructures n'ont pas vocation à s'étendre hors de leurs limites actuelles. En cas d'abandon de l'activité, les espaces sont réintégrés aux espaces naturels du territoire.

Le territoire du Parc n'a pas vocation à recevoir de nouvelles infrastructures aéroportuaires.

Les infrastructures :

La gestion environnementale et l'intégration paysagère des infrastructures et des ouvrages existants sont recherchées ainsi que la limitation des nuisances. Le Parc développe, en ce sens, un partenariat avec les gestionnaires des infrastructures.

Par ailleurs, tout projet de nouvelle infrastructure ou d'aménagement d'une infrastructure existante (autoroutière, routière, ferroviaire, aéroportuaire, fluviale, de télécommunication ou de transport de l'énergie) doit, parmi les diverses obligations de la charte, s'inscrire dans une démarche exemplaire, tant au niveau de la qualité des études préalables que de la réalisation du projet et de l'application des mesures d'accompagnement.

Les projets de nouvelle infrastructure linéaire ou d'aménagement d'infrastructures existantes veillent à ne pas remettre en cause le rôle et le fonctionnement des corridors écologiques et des liaisons biologiques. Pour les projets susceptibles de remettre en cause le rôle et le fonctionnement de ces corridors et liaisons, des mesures d'accompagnement assurent le rétablissement des axes de déplacement de la faune dans les meilleures conditions et développent toute action pour renforcer le continuum écologique.

Dans le cas de coupures induites par des infrastructures existantes, le Parc participe, avec les gestionnaires des infrastructures à la recherche de solutions de rattrapage.

Les projets d'infrastructures et/ou les aménagements d'infrastructures existantes veillent par ailleurs :

- à ne pas s'inscrire dans une logique d'augmentation du trafic routier au sein du Parc ;
- à ne pas aggraver le morcellement des massifs forestiers ;
- à ne pas aggraver la pollution des eaux et à ne pas perturber les milieux aquatiques ;

- à respecter les activités gestionnaires des espaces ;
- à contribuer à la mise en valeur du patrimoine paysager du territoire dans le respect des structures et des sensibilités paysagères.

Les aménagements réalisés sur une infrastructure existante prennent en compte son caractère et sa fonction (respect de son gabarit, de son caractère urbain ou rural, de sa valeur touristique, pittoresque...).

Tout nouveau projet respecte les sites d'intérêt écologique. Dans le cas où un projet risque d'avoir des impacts sur un site, une étude préalable spécifique est réalisée et s'accompagne de la mise en place d'un contrat de gestion écologique du site. Pour les sites Natura 2000 du territoire, les décrets n° 2001-1031 et n° 2001-1216 dits "procédure" et "gestion", ainsi que toute réglementation future spécifique à Natura 2000, s'appliquent.

Les "espaces boisés", les "fonds de vallées" et les "zones d'intérêt et de sensibilité paysagère" sont des espaces à vocation agricole ou forestière présentant une très forte sensibilité paysagère. Dans ces espaces, non urbanisables, les équipements d'utilité publique ne sont envisageables que si les contraintes techniques le justifient et à condition de prendre toutes les précautions utiles pour minimiser les atteintes à l'environnement et au paysage.

Projets d'infrastructures concernant le territoire, programmés par l'Etat ou les collectivités territoriales :

- déviation de la Chapelle-en-Serval RN 17 (Contrat de plan État/Région 2000-2006) ;
- construction de deux diffuseurs au droit des carrefours d'Aumont-en-Halatte et de Senlis RN 330 (Contrat de plan État/Région 2000-2006) ;
- déviation de Plailly/Mortefontaine RD 922 (études préalables en cours / Conseil général de l'Oise) et liaison RD10/RD922 entre Saint-Witz et Survilliers (études préalables en cours / Conseil général du Val d'Oise).

Ces projets n'ayant pas encore fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique, ils n'ont pu être reportés sur le plan de référence.

Les centres d'enfouissement technique (CET) :

Trois centres d'enfouissement technique existent dans le territoire du Parc, à Villeneuve-sur-Verberie, Saint-Maximin et Épinay-Champlâtreux.

Le Parc veille, d'une façon générale, à la compatibilité des aménagements et des équipements de gestion des déchets existants ou futurs avec les orientations de la charte.

Il veille au suivi des équipements de gestion des déchets, notamment des centres d'enfouissement technique situés dans son territoire, et demande pour cela à participer aux commissions locales d'information et de surveillance (Clis).

Le Parc propose aux communes et gestionnaires de ces sites une aide dans l'accompagnement et le suivi de l'après exploitation, afin d'assurer un suivi optimal et de favoriser la meilleure intégration possible du site à son environnement.

En matière de gestion des déchets, le Parc favorise la mise en cohérence des politiques, les accompagne ou parfois les complète. Il porte tout particulièrement ses efforts en matière de réduction des déchets à la source, de bilan écologique, de valorisation matière et organique des déchets.

Les terrains militaires :

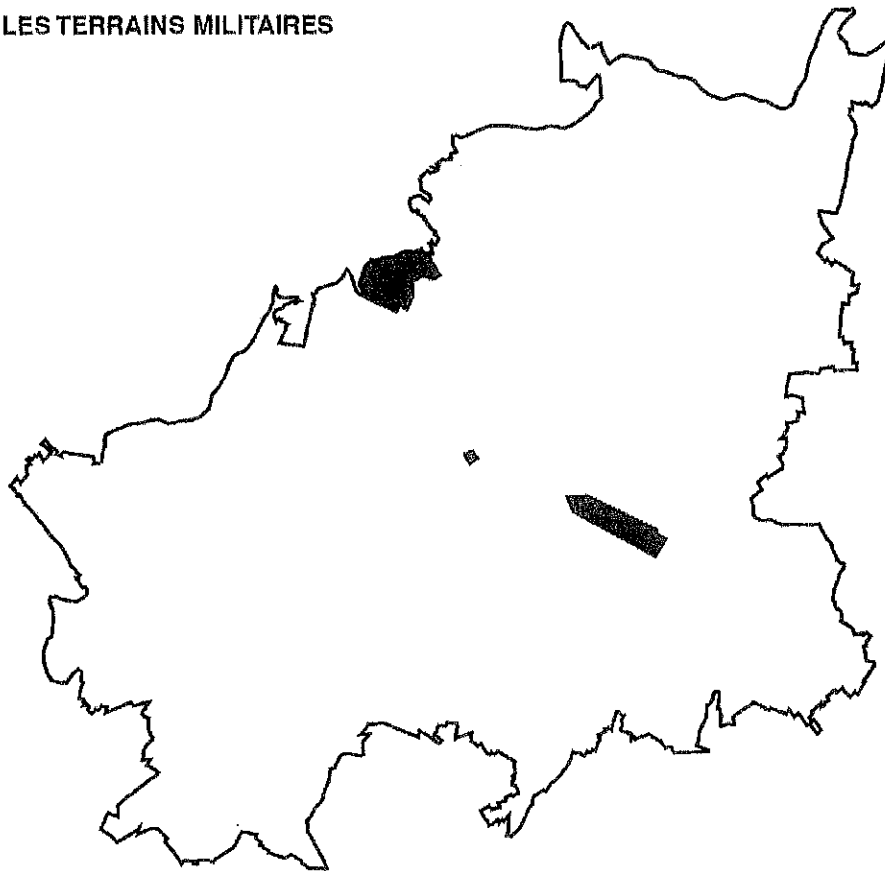
La création du Parc ne peut avoir pour effet de réglementer les activités militaires ou de créer des servitudes pour les armées sur les terrains qui leur sont affectés (cf. carte ci-jointe) :

- base militaire de Creil ;
- terrain de manœuvre de Brichebay ;
- champ de tir de Senlis (dans le massif d'Ermenonville).

Les activités hors terrains militaires sont portées à la connaissance des autorités compétentes après que des contacts d'usages aient été pris localement.

Des actions d'amélioration de la connaissance des patrimoines ou de réhabilitation des espaces naturels peuvent être développées par convention entre le Parc, l'ONF et les autorités compétentes.

LES TERRAINS MILITAIRES



LES CARTONS THÉMATIQUES

Le plan de référence est accompagné de trois cartons thématiques.

Ces cartons thématiques apportent des éléments d'information complémentaires concernant :

- la recherche des partenariats à développer avec les espaces voisins ;
- la délimitation des unités paysagères du territoire avec les principaux points de vue et routes pittoresques à prendre en compte dans les plans de paysage ;
- les orientations de la politique patrimoniale et culturelle du Parc.

Fiches communales

Les fiches communales précisent certaines orientations de la charte et proposent des recommandations paysagères et environnementales, commune par commune.

Elles orientent également l'aménagement de certains projets ponctuels.

L'indication de "l'orientation du nombre de logements réalisables par commune pour la durée de la charte" a pour objectif de cadrer l'évolution de la population des communes, au regard du taux global d'accroissement annuel de 0,55 % inscrit dans la charte, et de gérer la consommation d'espaces naturels, en application de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbains.

Le chiffre annoncé prend en compte la réalisation de logements neufs, hors des réhabilitations, des rénovations et des reconversions.

Il ne s'agit en aucun cas d'un objectif à atteindre à l'instar des schémas de cohérence territoriale.

D'autre part, pour les communes partiellement comprises, dont le périmètre du Parc n'a retenu que des espaces naturels (les espaces bâtis se situent hors du périmètre du Parc), aucune orientation en nombre de logements n'est précisée.

La justification des méristèmes est établie, pour chaque commune, au regard des études réalisées dans le cadre de l'élaboration de la charte, des analyses de terrain et de la concertation menée avec les communes (cf. *principes ayant présidé à la localisation des méristèmes*).

Les nouvelles zones d'activités envisagées dans la continuité du tissu bâti existant sont explicitement mentionnées.

Les implantations ponctuelles d'activités (points rouges sur le plan de référence de la charte) sont précisées, notamment en ce qui concerne les orientations paysagères.

Enfin, des "informations complémentaires" renvoient aux fiches "Unités paysagères" et "Sites d'intérêt écologique".

CHANTILLY

La commune de CHANTILLY est l'un des principaux pôles touristiques du territoire, comprenant le parc et le musée du château du duc d'Aumale, les grandes écuries et le musée vivant du cheval, le champ de courses.

A ce titre, le projet global d'aménagement et de modernisation du site historique et touristique de Chantilly fait l'objet d'une attention particulière. Son objectif est, dans un premier temps, de rénover l'hippodrome, mais il vise également à améliorer les conditions d'accès des visiteurs et les infrastructures de communication.

S'il apparaît de première importance pour assurer la pérennité du champ de courses sur le site, ce projet devra s'attacher à un aménagement qualitatif exemplaire dans la prise en compte de l'environnement et du paysage, notamment en ce qui concerne le déploiement du stationnement.

Des mesures compensatoires devront par ailleurs accompagner le projet.

Il conviendrait également d'envisager une requalification paysagère et écologique du site de "La Canardière-Ouest" dans la continuité du Grand Canal du parc du château.

D'autre part, la traverse d'agglomération, le long de la RN 16, en limite du territoire de la commune de Gouvieux, nécessiterait un aménagement qualitatif.

Localisation des "méristèmes" :

La ville de Chantilly est limitée dans son développement, d'une part par l'urbanisation de la commune limitrophe de Gouvieux et, d'autre part, par la forêt et le site classé du domaine de Chantilly. En conséquence, aucun site potentiel n'est susceptible de permettre une extension de la ville, hors du tissu bâti.

ORIENTATION DU NOMBRE DE LOGEMENTS RÉALISABLES PAR LA COMMUNE POUR LA DURÉE DE LA CHARTE (10 ANS) = 250

Informations complémentaires :

Site d'intérêt écologique N° 24 "Vallée de la Nonette d'Avilly-Saint-Léonard à Gouvieux"

Unité paysagère N° 4 "Vallée de la Nonette de Senlis à Chantilly" (unité paysagère d'intervention prioritaire)

Unité paysagère "Agglomération chantillienne"

Fiches “unités paysagères”

Les fiches ci-après exposent, pour les unités paysagères identifiées au plan de référence (*cf. carton thématique*), l'état des connaissances à la création du Parc. Elles donnent, sur cette base, des orientations et des premières pistes d'actions.

Ce diagnostic et ces orientations constituent des éléments d'information pour l'élaboration des plans de paysage qui seront menés sur ces espaces, le diagnostic étant alors affiné et les orientations et pistes d'action complétées et développées.

L'application des orientations et la mise en œuvre des actions ainsi précisées s'effectuent, pour les partenaires du Parc, dans le cadre des conventions cadres actualisées et des conventions particulières avec les propriétaires et les gestionnaires concernés.

Les unités paysagères



LES UNITES PAYSAGERES

Les unités paysagères constituent pour le Parc des unités d'intervention : le cadre de référence et de cohérence dans lequel sont appliquées les politiques et initiées les actions paysagères locales.

ENTITES PAYSAGERES	UNITES PAYSAGERES
TROIS FORETS	1. CLAIRIERE DE FLEURINES 2. FORET DE LA HAUTE POMMERAYE ET CLAIRIERE D'APREMONT 3. VALLEE DE LA NONETTE AMONT 4. VALLEE DE LA NONETTE DE SENLIS A CHANTILLY 5. VALLEE DE LA NONETTE DE CHANTILLY A L'OISE 6. VALLEE DE LA THEVE AMONT 7. VALLEE DE LA THEVE AVAL MASSIF D'HALATTE MASSIF DE CHANTILLY MASSIF D'ERMENONVILLE AGGLOMERATION SENLISIENNE AGGLOMERATION CANTILLENNE
VALOIS AGRICOLE	8. PLATEAU AGRICOLE DU VALOIS (MONTAGNE DE ROSIERES)
VALLEE DE L'OISE	9. VALLEE DE L'AUTOMNE 10. VALLON DE ROBERVAL 11. BOUCLE DE PONTPONT 12. VALLEE DE L'OISE DE PONT-STE-MAXENCE A VERNEUIL-EN-HALATTE 13. COTEAUX DE L'OISE DE CREIL A GOUVIEUX 14. VALLEE DE L'OISE ET PLATEAU DE THELLE
VALLEE DE L'YSIEUX / PLAINE DE FRANCE	15. VALLEE DE L'YSIEUX AMONT 16. VALLEE ET COTEAUX DE L'YSIEUX VALLEE DE L'YSIEUX AVAL ET AGGLOMERATION DE VIARMES / ASNIERES
MONTES DE LA GOELE ET MULTIEN	17. BUTTE DE MONTMELIAN 18. MULTIEN

Chaque unité paysagère fait l'objet ci-après d'une fiche descriptive précisant ses principales caractéristiques, identifiant les facteurs d'évolution du territoire et proposant des orientations d'actions.

Les unités paysagères, hors agglomérations et massifs forestiers (unités paysagères de 1 à 18) :

Pour chacune de ces unités paysagères, le Parc réalise un plan de paysage.

Le plan de paysage traduit et adapte au plan local les principes et les orientations paysagères de la charte en matière de préservation, de gestion, de requalification (*articles 12, 13 et 14 du chapitre IV de rapport*) et assure leur mise en œuvre concrète. Il constitue un guide pour les acteurs locaux, les communes mais également les maîtres d'ouvrage et les gestionnaires des espaces, pour intégrer les préoccupations paysagères dans leurs réflexions.

Le plan de paysage comporte trois objectifs :

- comprendre et faire comprendre le paysage (phase diagnostic) ;
- élaborer un projet local (définition des orientations paysagères locales) ;
- mettre en œuvre ce projet et définir un programme d'actions comprenant des aspects réglementaires, opérationnels et pédagogiques.

Les mesures des programmes d'actions des plans de paysage sont déclinées par commune. Les communes intègrent ces mesures, notamment les mesures réglementaires, dans leurs documents d'urbanisme.

La maîtrise d'ouvrage du plan de paysage est assurée par le Parc ou une structure intercommunale compétente, sur la base d'un cahier des charges « type » défini par le Parc.

Le plan de paysage s'appuie sur une large concertation associant l'Etat, la Région, le Département, les communes et/ou les structures intercommunales concernées et les acteurs locaux (Chambres d'agriculture, forestiers, CCI, professionnels du tourisme, associations, etc.). Ainsi, chaque plan de paysage est suivi par un comité de pilotage regroupant les représentants locaux de ces instances.

Le contenu du programme d'actions des plans de paysage pourra prendre la forme d'un « contrat pour le paysage », signé entre le Parc, les collectivités territoriales et l'Etat.

Zone d'étude :

La zone d'étude d'un plan de paysage est selon les cas :

- une unité paysagère telle que définie dans la charte (le paysage dépassant souvent l'échelle communale, une unité paysagère peut donc couvrir une ou plusieurs communes. Néanmoins, afin de faciliter la réalisation et la mise en œuvre des plans de paysage, les limites des unités paysagères pourront être adaptées, dans certains cas, aux limites des communes ou des structures intercommunales partenaires) ;
- une unité paysagère prolongée au-delà du périmètre du Parc, à la demande d'une commune associée ou d'une structure intercommunale, dans le cadre d'une convention de partenariat ;
- plusieurs unités paysagères appartenant à une même entité (pour couvrir l'ensemble du territoire d'une structure intercommunale, par exemple).

Plans de paysage/études urbaines/méristèmes :

Le plan de paysage, qui est réalisé à l'échelle intercommunale, prend en compte dans son analyse les masses bâties comme élément structurant du paysage, mais ne fait pas une analyse détaillée du tissu bâti des villes et des villages. Cette dernière analyse relève des études urbaines qui sont menées à l'échelle communale.

Les plans de paysage participent, en complémentarité avec l'étude urbaine, à clarifier les choix et les modalités en matière d'extension du tissu bâti.

Ainsi, les communes s'engagent à réaliser le ou les plans de paysage et l'étude urbaine qui la concernent, avant toute extension urbaine.

Priorités d'intervention :

L'appréciation du niveau d'intérêt et du niveau de menace de chacune des unités paysagères a permis de définir des priorités d'intervention. Ainsi sept unités paysagères sujettes aux plus fortes pressions sont considérées comme prioritaires :

4. VALLEE DE LA NONETTE DE SENLIS A CHANTILLY
5. VALLEE DE LA NONETTE DE CHANTILLY A L'OISE
6. VALLEE DE LA THEVE AMONT
7. VALLEE DE LA THEVE AVAL
8. PLATEAU AGRICOLE DU VALOIS (MONTAGNE DE ROSIERES)
13. COTEAUX DE L'OISE DE CREIL A GOUVIEUX
15. VALLEE DE L'YSIEUX AMONT

Les Plans de paysage seront réalisés en priorité pour ces "unités paysagères d'intervention prioritaire".

Les unités paysagères « agglomérations » :

Pour ces unités paysagères de nature essentiellement urbaine, le plan de paysage et l'étude urbaine font l'objet d'une seule et même démarche. Il s'agit des unités paysagères :

- « agglomération senlisienne »
- « agglomération cantilienne »
- « vallée de l'Ysieux aval et agglomération d'Asnières/Viarmes ».

Les massifs forestiers :

La gestion durable des forêts se traduit par la nécessité d'harmoniser les trois vocations de la forêt :

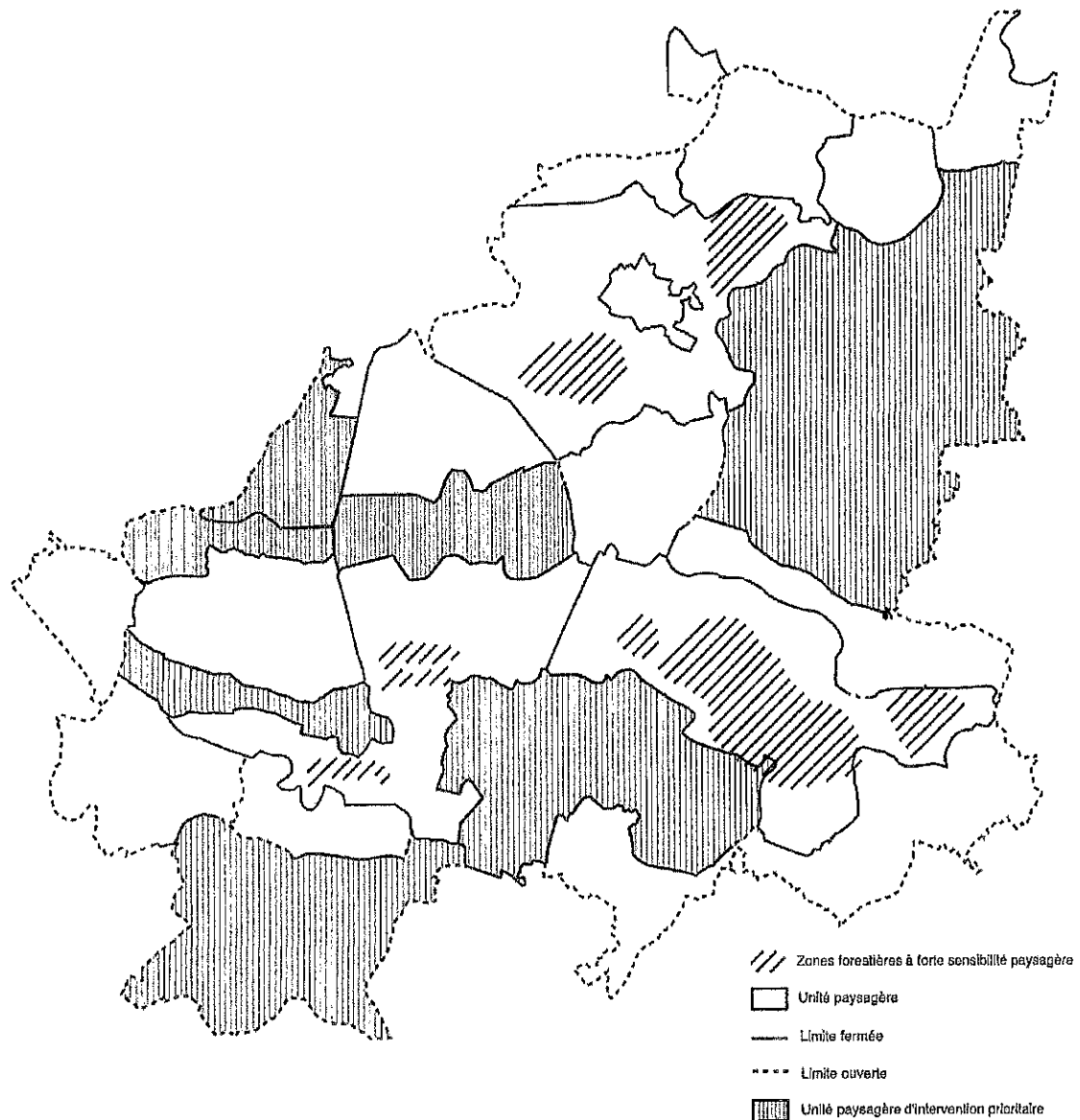
- la vocation économique : les grands massifs du territoire sont des forêts de production ;
- la vocation écologique : la forêt remplit un rôle de régulation des eaux, de lutte contre l'érosion des sols, joue un grand rôle dans le maintien de la biodiversité... ;
- la vocation sociale : une partie des forêts du territoire accueille un public de plus en plus nombreux qui perçoit la forêt comme un cadre de nature préservé, un lieu de détente et de loisirs.

Afin de répondre à la demande sociale toujours plus forte, les nouveaux documents d'aménagement forestier prennent en compte les enjeux paysagers en recherchant le meilleur compromis avec les enjeux économiques et écologiques : coupes progressives, forme et superficie des coupes rases, traitement des rémanents, mélange des essences, mise en valeur des arbres remarquables, etc.

Les fiches descriptives concernant les trois massifs forestiers du territoire tentent de définir :

- l'identité et les spécificités de chaque massif forestier : chacun des massifs possède une identité particulière liée à la géomorphologie, à ses fonctions passées, à la gestion forestière qui y est menée, aux usages, à son environnement...
- les zones qui présentent une forte sensibilité paysagère : au sein de chacun des massifs, se déclinent autant d'ambiances paysagères différentes que de variations et de combinaisons entre substrat, relief, modes de production, éléments patrimoniaux, etc. Certaines ambiances, sites, éléments présentent un intérêt paysager particulier, soit en raison d'une identité naturelle ou géomorphologique originale : Mont Pagnotte, secteurs à "chaos gréseux" du massif d'Ermenonville (Bruyères de Frais-Vent, etc.)..., soit en raison d'une fonction spécifique dans le paysage : horizon ou élément de relief marquant le grand paysage soit, enfin, en raison de la

LES UNITÉS PAYSAGÈRES



présence d'éléments patrimoniaux, de sites touristiques ou à forte fréquentation (étangs de Comelles...).

La politique du Parc vise, **dans le cadre de conventions avec les partenaires forestiers**, à :

- favoriser la prise en compte des préoccupations paysagères dans la gestion des massifs forestiers : recherche de diversité, mise en valeur des sites et éléments patrimoniaux, atténuation de l'impact visuel des coupes, etc. ;
- développer et aider une sylviculture adaptée au niveau des sites et **zones forestières à forte sensibilité paysagère** (*cf. carte ci-jointe*), avec la mobilisation, si nécessaire, de financements complémentaires. Dans ces espaces, situés en forêt relevant du régime forestier, une étude paysagère spécifique est réalisée à l'occasion de la révision de l'aménagement, avec une participation financière du Parc. Un comité de pilotage est institué par l'ONF (et le cas échéant, la collectivité propriétaire) avec la participation du Parc, de la DIREN et des membres de la Commission départementale des sites.

CLEFS DE LECTURE DES FICHES « UNITES PAYSAGERES »

Communes concernées : communes, au sein du périmètre, comprises en totalité ou en partie dans l'unité paysagère

Superficie : taille en km² de l'unité paysagère

Typologie : nature typologique de l'unité paysagère (vallée, plateau, coteau...)

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES :

Principaux éléments constitutifs de l'unité paysagère / Trame et structure de l'unité paysagère / Identité et ambiance avec quelques indications, pour certaines, sur l'évolution du paysage (comparaison avec la carte de la Capitainerie d'Halatte 1711)

USAGES : Nature des activités présentes au sein de l'unité paysagère et des mises en valeur

NOTORIETE : Renom, aire spatiale de reconnaissance (locale, régionale, nationale, voire internationale)

FACTEURS D'EVOLUTION – PRESSIONS :

Éléments qui permettent, notamment, de définir l'urgence d'intervention.

Contexte réglementaire : sites classés ou inscrits au titre de la loi de 1930, protection des monuments historiques... qui assurent une protection réglementaire de l'unité paysagère ou de certains de ses éléments

Documents d'urbanisme : documents d'urbanisme opposables ou en projet, susceptibles de faire évoluer le paysage

Evolution – Pressions : facteurs d'évolution ou de pression connus (projet, pression foncière, etc.)

ORIENTATIONS, PROPOSITIONS D'ACTIONS :

Il s'agit des orientations ou des pistes d'actions d'ores et déjà identifiées, répondant aux orientations du chapitre IV du rapport, et qui pourront servir à l'élaboration des plans de paysage.

Préserver les structures et les éléments qui font l'identité, la diversité et la qualité du paysage naturel et bâti du territoire (article 12 du rapport)

Espaces ou éléments structurants et/ou identitaires à préserver : identifiés généralement au plan de référence de la charte comme «zone d'intérêt et de sensibilité paysagère»

Relations visuelles structurantes et axes de découverte à préserver et mettre en valeur : premier inventaire des axes et des relations visuelles permettant la découverte et la mise en valeur du territoire

⇒ *Les points de vue et les routes pittoresques les plus remarquables sont reportés sur le carton thématique «unités paysagères» du plan de référence*

Intégrer les préoccupations paysagères dans la gestion des espaces et des éléments naturels ou bâtis (article 13 du rapport)

Propositions relevant de la gestion des espaces naturels et bâtis, de la mise en valeur du patrimoine historique et culturel, de la lutte contre les nuisances... et participant au paysage.

Requalifier et mettre en valeur le paysage naturel et bâti (article 14 du rapport) : sites à requalifier

Espaces ou éléments qui mériteraient une requalification ou un traitement paysager

⇒ *Sites reportés, pour les plus prioritaires, au plan de référence de la charte*

UNITE PAYSAGERE OUVERTE / PROPOSITION DE PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES OU LES STRUCTURES INTERCOMMUNALES HORS PERIMETRE :

Le Parc possède certaines unités paysagères en commun avec des communes ou des structures intercommunales situées hors périmètre. Sont donc indiquées dans cette rubrique, les communes ou les structures intercommunales hors périmètre concernées par l'unité paysagère et auxquelles le Parc proposera une démarche partenariale.

4. VALLEE DE LA NONETTE DE SENLIS A CHANTILLY

UNITE PAYSAGERE D'INTERVENTION PRIORITAIRE

Communes concernées : Chantilly, Vineuil-Saint-Firmin, Avilly-Saint-Léonard, Courteuil

Superficie : 17 km² environ

Typologie : vallée

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES :

Vallée aux horizons se resserrant vers Chantilly - Les horizons sont constitués par les massifs d'Halatte et de Chantilly. Le lien entre les deux massifs se fait au niveau de Vineuil-Saint-Firmin et Chantilly, par le biais du château de Chantilly et de son parc.

Nonette : charpente de l'entité paysagère.
RD 924 : marque le rebord du versant nord.

Au nord de la vallée : les espaces agricoles ouverts permettent un dégagement de la lisière et donc une mise en valeur du massif d'Halatte (bois du Lieutenant).

Au sud, le versant boisé se trouve plus proche de la vallée, avec des espaces intermédiaires (pistes hippiques). Cette unité paysagère se caractérise également par une succession de milieux humides : prairies humides - peupleraies - prairies à chevaux - vergers - parcs et jardins - friches - marais.
Le patrimoine lié à l'eau est très présent : ponts, moulins, lavoirs, aqueduc souterrain...
La vallée abrite des villages de caractère avec quelques secteurs d'extension récente.

Site de Chantilly : cf. ci-après

En dehors du domaine de Chantilly, la ville de Chantilly présente, elle-même, des ensembles patrimoniaux : la rue du Connétable avec, notamment, les «maisons des officiers», la place Omer Vallon fermée à l'ouest par l'Hospice, la place de l'abbé Charpentier bordée par l'église Notre-Dame et l'Hôtel de Beauvais, le quartier de la gare (place de la gare et rue des otages)...

Carte de la Capitainerie d'Halatte 1711 : La vallée de la Nonette était autrefois plus ouverte (développement depuis, des espaces boisés). L'évolution la plus marquante reste celle attachée au domaine de Chantilly dont les nombreux éléments constitutifs structuraient l'espace bien au-delà des limites du parc actuel. Ce rôle structurant, ce dessin paysager qui fait, aux côtés du patrimoine bâti, toute la valeur de ce site, est aujourd'hui moins prégnant :

- certains éléments constitutifs du domaine historique sont aujourd'hui isolés ou séparés les uns des autres par des infrastructures, de l'urbanisation ;
- certains espaces paysagers du domaine sont de moins en moins lisibles, à l'exemple de la Canardièrre, située dans le prolongement du Grand Canal, mais qui est aujourd'hui séparée de celui-ci par les infrastructures (RN 16, viaduc SNCF) et qui a, par ailleurs, beaucoup évolué (comblement, enfrichement, installation de jardins familiaux...).

A l'exemple également des perspectives plantées d'alignements dans l'axe du château qui ont, pour une grande part, disparu. Il existait en effet aux XVII et XVIIIème siècles un système développé et construit de perspectives ouvertes sur les forêts, au nord et au sud, allées mises en valeur par des plantations d'alignements. Aujourd'hui, seule une perspective subsiste, dans l'axe de la terrasse du château.

USAGES :

- habitat : villages de Courteuil, Saint-Nicolas-d'Acy, Saint-Léonard et Avilly, Vineuil-Saint-Firmin, ville de Chantilly
- agriculture : agriculture céréalière, cressiculture (Avilly-Saint-Léonard), champignonnières (Saint-Nicolas-d'Acy)
- hippisme : terrain d'entraînement d'Avilly-Saint-Léonard, hippodrome
- activité industrielle : minoterie, traitement du papier...
- tourisme (Chantilly)
- pêche, notamment au niveau du Grand Canal (emplacements loués par l'Institut de France)

NOTORIETE : internationale (Chantilly), nationale (Senlis), régionale (Nonette)

FACTEURS D'EVOLUTION – PRESSIONS :

Contexte réglementaire :

Site inscrit de la Vallée de la Nonette

Site classé du domaine de Chantilly

Monuments classés : calvaire à Courteuil, aqueduc souterrain à Avilly-Saint-Léonard, château de Chantilly, Grandes Ecuries, église Notre-Dame de l'Assomption et Pavillon de Manse à Chantilly

Monuments inscrits : église de Courteuil, église et château de Saint-Firmin, ferme de la Ménagerie et Maison Saint-Pierre à Vineuil-St-Firmin, Maison Faisanderie d'Apremont à Vineuil-Saint-Firmin, hippodrome (grande tribune, tour du comité et bâtiment des balances)

Documents d'urbanisme :

- Schéma directeur de Senlis-Chantilly et POS : zones limitées d'extension de l'habitat dans le prolongement de l'existant à Vineuil-Saint-Firmin, Avilly et Courteuil

Evolution – pressions :

- Clôtures : enfermement des espaces - peu d'accessibilité des berges de la Nonette
- Abandon de la gestion de certains secteurs de fonds de vallée
- Pression touristique
- Déviation de la RN 17 à Senlis (non programmée)
- Projet de rénovation et d'extension de l'hippodrome de Chantilly
- Aménagement de la RN 16 (étude en cours sur le contournement de l'agglomération cantilienne)

ORIENTATIONS, PROPOSITIONS D'ACTIONS :

Préserver les structures et les éléments qui font l'identité, la diversité et la qualité du paysage naturel et bâti du territoire (article 12)

Espaces ou éléments structurants et/ou identitaires à préserver :

- Fonds de vallées avec milieux humides et prairies
- Plateau et marges forestières agricoles
- Boisements linéaires, bosquets, sentiers... reliant la vallée et les forêts au nord et au sud
- Espaces ou éléments de relation entre village et eau (parcs, moulins, ponts...)
- Cressonnières, petit patrimoine lié à l'eau...
- Domaine de Chantilly (château, parc, Grandes écuries, hippodrome, Grand canal...)
- Organisation spatiale autour du château (axes de composition, grandes perspectives, alignements, accès-découverte...)
- Patrimoine bâti et caractère des villages
- Ensembles architecturaux remarquables autour de la rue du Connétable
- Continuités de murs de pierres

Relations visuelles et axes de découverte à préserver et mettre en valeur :

- Rôle primordial de la perspective du château de Chantilly vers la forêt de la Basse Pommeraye

- Relations visuelles structurantes entre les différents éléments du domaine : château/hippodrome/carrefour des Lions/Grandes écuries, etc.
- RD 924 à Vineuil-Saint-Firmin : vue sur le parc du château de Chantilly
- RD 924a du carrefour des Lions jusqu'au Grandes Ecuries (vue sur le château, l'hippodrome, les Grandes Ecuries et la Porte Saint-Denis)
- Ouverture à préserver sur l'horizon forestier au nord de la RD 924 (espaces agricoles ouverts)
- Route d'Avilly-Saint-Léonard : axe de découverte de la vallée de la Nonette
- Traversées de la Nonette (ponts, Grand canal...) : relation avec le cours d'eau, découverte du patrimoine liée à l'eau, espaces ouverts en fond de vallée

Intégrer les préoccupations paysagères dans la gestion des espaces et des éléments naturels ou bâtis (article 13)

- Reconquête de la qualité de l'eau, entretien écologique et paysager de la Nonette et de ses abords : réflexion et action en liaison avec le SAGE Nonette et le Syndicat intercommunal du bassin de la Nonette
- Aménagement de points d'accessibilité à la Nonette
- Gestion écologique et paysagère du marais communal de Courteuil et des zones humides de la vallée en général
- Intégration paysagère des zones récemment urbanisées d'Avilly (entrée est), Courteuil (façade urbaine du village le long de la RD 924) et Vineuil-Saint-Firmin (frange visible depuis la RD 924)
- Intégration paysagère par convention des deux industries implantées en fond de vallée à Avilly et Vineuil
- Mise en valeur du patrimoine hydraulique : marais et réseau de canaux de l'ancienne blanchisserie d'Avilly, installations du domaine de Chantilly, hors parc du château, en particulier de l'aqueduc souterrain de Bacchus et du pavillon de Manse (et prairies attenantes)
- Aménagement de la rue du Connétable
- Aménagement de la place de l'abbé Charpentier et mise en valeur de l'église Notre-Dame et de l'Hôtel de Beauvais
- Réaménagement de la place de la gare
- Intégration paysagère du quartier Lefébure
- Aménagement de l'entrée de ville «le coq chantant» (Chantilly/Gouvieux)
- Préservation et amélioration du corridor écologique massif de Chantilly/forêt d'Halatte

Requalifier et mettre en valeur le paysage naturel et bâti (article 14) : sites à requalifier

- Anciennes carrières : Saint-Nicolas d'Acy, Courteuil...
- Ancienne voie ferrée de Senlis à Vineuil-Saint-Firmin
- Zone d'activité de Vineuil-Saint-Firmin (site prioritaire)
- Résorption des décharges sauvages en lisière de massifs

LE POLE PATRIMONIAL DE CHANTILLY :

Le château, le parc, les Grandes Ecuries et la porte Saint-Denis, l'hippodrome, le réseau hydraulique avec le Grand Canal, la machine de Manse, la Canardière... forment un tout d'une valeur patrimoniale élevée.

Au-delà de l'image du Château, des bassins, du parc, c'est l'identité d'un vaste domaine, celui du Duc d'Aumale, succédant à celui des Condé, qui s'inscrit directement dans l'histoire.

Les développements urbains de Chantilly même, puis du bois Saint-Denis, de Lamorlaye, de Gouvieux, très distendus, peu organisés, ont sans doute fait perdre l'image du grand domaine initial, mais l'identité de la zone de parcs et bassins qui entourent Chantilly reste tout de même très forte.

L'histoire et la culture sont partout présentes, depuis le premier passage de Saint-Louis et de sa mère à la Reine-Blanche jusqu'aux heures les plus glorieuses de Chantilly. Le thème des paysages construits est également très présent :

- au niveau du travail de l'eau, sur le parcours de la Nonette ;
- au niveau même de la forêt dont l'organisation et la distribution au droit des grandes perspectives, et des principales allées, montrent bien «la construction» d'un paysage au service de la chasse et de la gestion d'un grand domaine.

Orientations/pistes d'action :

- ⇒ Renforcement de la position de Chantilly en tant que pôle touristique du territoire : prise en compte de l'ensemble du Domaine et de sa situation au sein du territoire (projet global), partenariat à développer avec l'Institut de France pour assurer la réhabilitation et la mise en valeur de son patrimoine ;
- ⇒ Réflexions et propositions pour une mise en valeur à l'échelle du domaine historique de Chantilly : par exemple, mise en valeur paysagère avec la restauration du lien paysager entre le Parc de Chantilly et la forêt (reprise des perspectives plantées, notamment au nord et au nord-ouest du domaine) ; mise en valeur touristique par une mise en réseau des différentes activités associées aux divers éléments du domaine... ;
- ⇒ Amélioration des relations du domaine de Chantilly avec son environnement : relation domaine/ville de Chantilly, domaine/forêt ;
- ⇒ Requalification et mise en valeur des abords immédiats des monuments ;
- ⇒ Mise en valeur de la porte Saint-Denis ;
- ⇒ Gestion et amélioration de l'accueil du schéma global d'aménagement du site touristique de Chantilly et du schéma d'accueil du Parc
- ⇒ Produit touristique sur le cheval participant à la promotion du pôle hippique et du cheval de course.

AGGLOMERATION CANTILIENNE

Communes concernées : Gouvieux, Lamorlaye, Chantilly

Superficie : 45 km² environ

Typologie : coteaux et plaine alluviale

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES :

Chantilly, Gouvieux et Lamorlaye se sont développées malgré des contraintes naturelles parfois importantes : le tissu bâti s'étend en effet depuis le rebord très découpé du plateau du Valois (Pain de sucre, Mont de Pô à une altitude de 100 m environ...), jusqu'à la plaine alluviale de l'Oise et ses zones humides, soit sur un dénivelé de 70 m.

Ce développement, incluant au fur et à mesure les terrains d'entraînement et les grandes propriétés, a abouti à la création d'un ensemble urbain quasi-continu dont les possibilités d'extension sont aujourd'hui réduites.

Cet ensemble urbain abrite d'importants éléments patrimoniaux : domaines et grandes propriétés telles que Montvillargenne, le domaine d'Aiglemont, le terrain d'entraînement des Aigles, par exemple, ainsi qu'un patrimoine architectural très diversifié (établissements hippiques, pavillons d'époques différentes, architecture «art nouveau»...).

Entourée en majeure partie par des espaces boisés (massif de Chantilly, bois Bonnet, forêt du Lys...), cette unité urbaine ne présente quasiment pas d'ouverture visuelle vers l'extérieur. Au sein même du tissu bâti, les seules ouvertures et espaces de respiration sont souvent liés à la présence des terrains d'entraînement hippique.

Cette fermeture, ajoutée à l'imbrication de quartiers aux caractères souvent très différents et au développement d'un tissu bâti autour des grandes propriétés et des terrains d'entraînement, mais sans forcément de relation entre eux, donnent une structure urbaine complexe et peu lisible.

La RN 16 et la voie ferrée renforcent encore ce sentiment dans la mesure où elles ne constituent pas pour ce tissu, des axes structurants, mais créent au contraire des effets de coupure, pouvant gêner les échanges inter-quartiers.

Le Lys constitue une entité paysagère particulière. Ce site semble «isolé» n'appartenant ni à la forêt, ni aux vallées, mais constituant un horizon boisé au méandre de Précy-Gouvieux et au site de confluence de la Thève et de l'Ysieux.

Le lotissement a été créé en 1925 sur de grandes parcelles au sein même de la forêt. Il s'organise autour d'un golf et est irrigué par de grandes avenues rectilignes se croisant en étoiles au niveau des carrefours. Le bâti y est très diversifié, mais sans source de cohérence avec le site. Le caractère boisé «naturel», que l'on avait voulu garder au départ, s'altère peu à peu, détruit ou détérioré au profit d'essences importées.

Carte de la Capitainerie Royale d'Halatte (1711) : Ce secteur a beaucoup évolué depuis deux siècles. Gouvieux et Lamorlaye n'étaient que de petits bourgs et hameaux. Une plaine cultivée ponctuée de micro-boisement s'étendait à la place du Lys (la forêt n'apparaît qu'à la moitié du XVIII^{ème} siècle).

USAGES :

- Habitat : Chantilly, Gouvieux, Lamorlaye
- Nombreux équipements publics
- Infrastructures : RN 16 (Paris), RD 909, RD 924
- Zones d'activités, espaces commerciaux, notamment aux abords de la RN 16
- Pôle hippique (terrains d'entraînement, écuries, nombreuses activités et équipements associés)
- Tourisme, activité de séminaire
- Loisirs : golfs, centres équestres...

NOTORIETE : internationale (Chantilly)

FACTEURS D'EVOLUTION – PRESSIONS :

Contexte réglementaire :

Site classé du domaine de Chantilly
Site classé du terrain des Aigles
Site inscrit de la vallée de la Nonette
Monument inscrit : église de Gouvieux

Documents d'urbanisme :

Schéma directeur de Senlis-Chantilly
POS de Chantilly / POS de Lamorlaye / PLU de Gouvieux (en cours d'élaboration)

Evolution – Pressions :

- PPRI de Pont-Sainte-Maxence à Boran-sur-Oise : zones inondables de la vallée de l'Oise (en limite d'unité paysagère) / inondations à Lamorlaye en 1993/1994/1995/2000 et 2001
- Stabilisation de l'extension de l'urbanisation malgré la pression urbaine locale
- Désaffectation progressive des écuries de courses
- Nuisances liées au trafic routier de la RN 16
- Projet de liaison RN 16/A 16 (non programmé)

ORIENTATIONS, PROPOSITIONS D'ACTIONS :

Préserver les structures et les éléments qui font l'identité, la diversité et la qualité du paysage naturel et bâti du territoire (article 12)

Espaces ou éléments structurants et/ou identitaires à préserver :

- Pôle hippique : reconnaissance et protection des zones équestres (harmonisation des classements dans les documents d'urbanisme, préservation des terrains d'entraînement qui constituent souvent les seuls «espaces naturels» au sein du tissu urbain, mise en valeur des écuries...)
- Espaces boisés et lisières forestières
- Caractère «naturel et forestier» du Lys (maîtrise de l'urbanisation)
- Grands domaines et grandes propriétés de caractère
- Centres anciens des villes (rue de la mairie/rue Corbier Thiebault/rue Baronne James de Rothschild à Gouvieux), patrimoine architectural dans sa diversité (quartiers d'époques différentes : XVIIIème, XIXème, début XXème...)
- Chemins, structures végétales (alignements, arbres remarquables...)
- Parcs et jardins en cœur d'îlot offrant une respiration au tissu

Relations visuelles et axes de découverte à préserver et mettre en valeur :

La RN 16, au tracé linéaire de Gouvieux à Chaumontel, bien qu'offrant une grande perspective dans son axe, n'offre pas de relation visuelle forte avec les centres villes ou des éléments d'intérêt voisins (ouverture ponctuelles sur le château de Lamorlaye et les terrains d'entraînement, vue partielle du château de Broglie...).

Intégrer les préoccupations paysagères dans la gestion des espaces et des éléments naturels ou bâtis (article 13)

- Amélioration de la lisibilité des centres villes : restructuration du centre-ville de Gouvieux (en cours), aménagement de la rue de la mairie à Gouvieux, rénovation urbaine à Lamorlaye (ZAC)...
- Réhabilitation des établissements hippiques du quartier du bois Saint-Denis
- Traitement paysager qualitatif des espaces publics : aménagement de la place de l'église et de la place Amic à Gouvieux, par exemple
- Amélioration des transitions inter-quartiers et des relations entre les centres-villes et les nouveaux quartiers
- Mise en valeur des spécificités des différents quartiers : caractère architectural, structure urbaine...
- Restructuration paysagère de l'ensemble du Courtil
- Intégration paysagère des zones commerciales et des zones d'activités

- Gestion et traitement qualitatif des zones de transition entre le tissu bâti et les espaces naturels (forêts, zones humides, espaces agricoles)
- Sensibilisation des propriétaires fonciers au paysage : choix des végétaux, des matériaux, des clôtures, respect de l'architecture, etc. Sensibilisation des propriétaires du Lys pour l'utilisation d'une palette végétale, de clôtures... en harmonie avec leur environnement.
- Développement des cheminements piétons et cyclables (schéma de circulation douce) visant à renforcer les liens entre les communes de l'aire cantilienne, à mettre en réseau les différentes zones (habitat/équipements publics/gare/commerces/établissements scolaires, etc.), à faciliter l'accès aux espaces de loisirs et aux espaces naturels voisins, à offrir des circuits de promenade...
 Dans ce cadre : réflexion sur des itinéraires pour la circulation des chevaux : requalification de certaines rues avec voies piétonnes/automobiles et cavalières permettant de faciliter et de sécuriser les accès aux terrains d'entraînement et au massif de Chantilly depuis les écuries
- Conservation du caractère rural des routes départementales de la vallée (RD 909 et RD 924)
- Prévention des risques d'inondations urbaines : limitation de l'imperméabilisation, gestion des ruissellements, dispositifs de traitement si nécessaire et d'infiltration, sensibilisation des propriétaires du Lys, notamment...

Requalifier et mettre en valeur le paysage naturel et bâti (article 14) : sites à requalifier

- Requalification et valorisation paysagère de l'entrée nord-ouest de Gouvieux (au lieu-dit «Les Terres Blanches») : aménagements paysagers, recomposition de la frange urbaine...
- Aménagement qualitatif de la RN 16 en traverse d'agglomération, de Lamorlaye à Chantilly-Gouvieux (jusqu'à l'avenue du maréchal Leclerc) : traitement paysager, aménagements visant à réduire l'effet de coupure et à améliorer la sécurité... (action intercommunale).

LE MASSIF DE CHANTILLY

Forêt de Coye et Bois de Bonnet

Statut : forêt relevant du régime forestier (forêt de l'Institut de France, gérée par l'Office national des forêts)

Superficie : 63 km² environ

Communes concernées : Chantilly, Avilly-Saint-Léonard, Senlis, Pontarmé, Orry-la-Ville, Coye-la-Forêt, Asnières-sur-Oise, Chaumontel, Luzarches
(départements de l'Oise et du Val d'Oise)

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES (identité/ambiances) :

La forêt de Chantilly correspond à une grande zone de plateau calcaire, au relief peu prononcé, et au traitement régulier dû à son appartenance au domaine du Grand Condé et à son aménagement pour la chasse à courre. Moins pittoresque que les forêts voisines, elle offre depuis la Table de Montgrésin de grands axes rayonnants à l'image du jardin à la française de Le Nôtre.

Dans le prolongement de la forêt de Chantilly, les forêts de Coye, d'Orry et le bois de Bonnet présentent une complexité liée aux changements de substrats où alternent calcaires, sables et craie. Le relief s'accroît vers le sud avec la vallée de l'Ysieux, créant des ambiances forestières diverses et accidentées : les côtes d'Orléans et le Pain de Sucre situés entre Chaumontel et Coye-la-Forêt en sont les points forts.

Peuplements : La forêt de Chantilly est peuplée de futaies de chênes, charmes et divers ; quelques îlots de pins sylvestres parsèment le massif.

Les taillis sous futaie représentent 85 % de la surface de la forêt. Ils sont constitués, pour ce qui est de la futaie, par des chênes, hêtres et divers, tandis que le taillis est essentiellement formé de tilleuls ou de charmes. Ces peuplements sont médiocres du fait de la pauvreté du sol.

Trame spatiale :

- massif fortement marqué par le maillage en étoile des allées forestières aménagées aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles pour la pratique de la chasse à courre
- larges allées sablonneuses réservées aux cavaliers et connectées aux terrains d'entraînement et aux écuries situées en marge du massif
- route du Connétable dans l'axe de composition du château, déploiement du réseau d'allées issu du tracé classique voulu par le Grand Condé et dessiné par Le Nôtre
- reliefs au sud du massif : Côtes d'Orléans (122 m), Pain de Sucre (109 m)

Ambiances :

La vénerie et l'entraînement des chevaux de course confèrent à la forêt un caractère spécifique en termes d'ambiance et d'aménagement (pistes sablées).

Le mode de gestion en taillis sous futaie donne à la forêt un caractère fermé.

Les abords des étangs de Comelles constituent un lieu de promenade privilégié avec la perception d'une grande étendue d'eau bordée par la forêt. Cette grande ouverture s'apparente à une clairière, qui s'oppose au caractère fermé du taillis.

Document et objectifs de gestion :

Aménagement 1991/2005

Objectif de production : conversion en futaie, principalement de feuillus (80 % de chêne)

USAGES :

Ressource économique du domaine de Chantilly (Institut de France)

- production de bois d'industrie (mines, papiers...) et de bois de chauffage

- entraînement des chevaux de course sur 120 km de pistes dans la partie nord-ouest du massif (location à France Galop)
- chasse, dont vénerie
- tourisme : domaine de Chantilly
- promenade : fréquentation par les franciliens et les locaux avec une concentration, notamment, au niveau des étangs de Comelles
- randonnée : GR 1 et GR 11 (tours de l'Île de France), départ du GR 12 (France/Belgique) aux étangs de Comelles
- intérêt écologique : ZNIEFF «Massifs forestiers de Chantilly et d'Ermenonville», ZICO «Massif des Trois Forêts et bois du Rob»

NOTORIÉTÉ : internationale (Chantilly)

MENACES / PRESSIONS :

Contexte réglementaire :

Site inscrit de la vallée de la Nonette

Site classé du domaine de Chantilly

Monument classé : Château de la Reine Blanche

Monument inscrit : Table du Roi dit Poteau de la Table (Chantilly)

Evolution – pressions :

- Augmentation du trafic sur la RD 924a qui accentue la coupure physique du massif et les nuisances
- Nuisances sonores : trafic routier (RD 924a, RN 16), voie ferrée dans une moindre mesure (ligne Paris/Creil)
- Problèmes de cabanisation sur la lisière sud (Chaumontel, Montgrésin...)
- Projet de rénovation et d'extension de l'hippodrome de Chantilly
- Forêt la plus proche de Paris : forte fréquentation touristique et de loisirs qui pose des problèmes de gestion (stationnement, gestion des déchets, dérangement des chevaux à l'entraînement, etc.)

ORIENTATIONS, PROPOSITIONS D'ACTIONS :

Modalité : conventions PNR / Institut de France / ONF

Prise en compte du paysage dans le plan d'aménagement forestier

Gestion de la fréquentation : cf. chapitre VII de la charte

Sites, éléments à forte sensibilité paysagère, nécessitant une gestion adaptée :

- Paysages forestiers remarquables (intérêt esthétique ou pittoresque) : Côtes d'Orléans, Pain de Sucre, zones humides
- Éléments d'appréciation éloignée ou proche du massif : forêt de Coye avec ses reliefs (Côtes d'Orléans et Pain de Sucre) formant l'horizon nord des paysages de la vallée de l'Ysieux ; ailleurs, perception proche des lisières
- Points de vue et axes de découverte à mettre en valeur : RD 924a avec notamment les carrefours de «la Table de Montgrésin» et «des Lions» (actions de mise en valeur en cours ou en projet)
- Sites à valeur patrimoniale (abritant un élément de patrimoine ou lieu de mémoire) et/ou touristique : étangs de Comelles, château de la Reine Blanche, abords du domaine de Chantilly et de l'hippodrome, GR 1, GR 12
- Arbres remarquables

Autres actions :

- Réalisation d'un catalogue des stations forestières et d'un inventaire sur le massif

- Résorption des décharges sauvages
- Lutte contre la cabanisation (Chaumontel...)
- Mise en valeur du petit patrimoine forestier (inventaire et mesures de sauvegarde, voire de réhabilitation, des bornes armoirées, par exemple)
- Exemplarité du projet de rénovation et d'extension de l'hippodrome en matière environnementale (écologie et paysage) / définition de mesures d'intégration et de mesures compensatoires
- Schéma d'accueil du public
- Relations avec les autres éléments du domaine (hippodrome, château et son parc...)
- Réflexion à une échelle plus large sur les déplacements (accès, itinéraires, politique en matière de transports notamment) et sur le rôle actuel et futur des routes du massif : RD 924a, route Manon, etc.
- Gestion qualitative des abords routiers, amélioration du rapport route/forêt

Fiches “sites d'intérêt écologique”

Les fiches ci-après exposent, pour les sites d'intérêt écologique identifiés au plan de référence, l'état des connaissances à la création du Parc. Elles donnent sur cette base des orientations et des premières pistes d'actions.

Ce diagnostic et ces orientations constituent des éléments d'information pour l'élaboration des contrats de gestion écologique qui seront menés sur ces sites, le diagnostic étant alors affiné et les orientations et pistes d'action complétées et développées.

L'application des orientations et la mise en œuvre des actions ainsi précisées s'effectuent, pour les partenaires du Parc, dans le cadre des conventions cadres et des conventions particulières avec les propriétaires et les gestionnaires concernés.

1. LES SITES D'INTERET ECOLOGIQUE

Le territoire du Parc présente un patrimoine naturel riche et diversifié. De nombreux sites ont ainsi été inventoriés comme Zones naturelles d'intérêt écologique, floristique et faunistique (ZNIEFF), ou Zones d'intérêt communautaire pour les oiseaux (ZICO). Certains, parmi ces sites, ont également été retenus dans le cadre de la procédure Natura 2000 en cours.

Le Schéma des espaces naturels et des paysages mené de janvier 1999 à mars 2000 par l'Association pour l'élaboration de la charte du parc naturel régional, dans le cadre des études préalables à la charte (conformément à la circulaire du 5 mai 1995), a permis d'affiner ces inventaires patrimoniaux et de déterminer les sites concentrant l'intérêt et les enjeux écologiques du territoire du Parc, soit une cinquantaine de sites (11 % du territoire) abritant :

- les espèces rares ou menacées à l'échelle européenne, nationale ou régionale ;
- les habitats les plus remarquables ou les plus originaux du territoire (le plus souvent des habitats dont la gestion permettra de maintenir au sein du territoire un réseau de milieux à différents stades d'évolution : pelouse, landes, forêts...).

Ces sites constituent «les sites d'intérêt écologique» du Parc naturel régional.

Chacun de ces sites fait l'objet, ci-joint, d'une fiche descriptive indiquant notamment : le niveau de connaissance, les éléments d'intérêt, la tendance évolutive, les possibilités d'actions...

Sur la base de ces informations ont pu également être déterminés :

- le niveau d'intérêt du site, à partir des critères écologiques ;
- le degré de priorité d'intervention à partir de la valeur écologique du site et de l'importance des menaces.

Le Parc mène une politique de préservation et de restauration de ces sites d'intérêt écologique. Il favorise leur gestion en collaboration étroite avec les propriétaires, les gestionnaires et les usagers (*cf. chapitre II du rapport*).

Cette politique prend en compte, autant que possible, le degré de priorité d'intervention tel qu'il est indiqué dans le présent document. Le Parc interviendra également en fonction des opportunités d'action qui se présenteront.

Cette politique constitue le deuxième niveau d'action du Parc dans le cadre de son **objectif II «Préserver par une gestion durable la richesse et la diversité du patrimoine naturel»**. En effet, parallèlement à la gestion durable de l'ensemble des espaces naturels du territoire, elle vise plus précisément le maintien et la gestion, au sein de ces espaces naturels, des milieux les plus remarquables.

VALLEE DE L'OISE

1. GRAVIERES ET BERME DE VERBERIE
2. GRAVIERES DE MORU-PONTPOINT ET ABORDS
3. MONTAGNE DE SARRON
4. MARAIS DOZET ET ETANG DE TOUTEVOIE
5. MARAIS D'ASNIERES

COTEAUX DE L'OISE

6. COTES ET CAVEES DE SAINT-VAAST-DE-LONGMONT
7. LA CAVEE DES ROIS A ROBERVAL
8. LA MONTAGNE DE CALIPET
9. BOIS DU FOSSE
10. COTEAUX DE LAVERSINE
- 10' *GARENNE DE VAUX*
11. CARRIERE DE GOUVIEUX ET ABORDS
12. LE CAMP DE CESAR
13. LA REMISE DES CHENES

MASSIF D'HALATTE ET SES MARGES

14. BOIS DU HAUT MONTEL
15. CARRIERE DE VILLENEUVE-SUR-VERBERIE
16. MONT PAGNOTTE
17. CARRIERE D'OGNON-CHAMANT
18. ROUTE CONDE
19. MONT ALTA
20. BUTTE D'AUMONT ET LIEU-DIT «LA SABLIERE»

VALLEES DE LA NONETTE ET DE LA LAUNETTE

21. PRAIRIES DE MONTLOGNON
22. LA NONETTE ENTRE SENLIS ET VILLEMETRIE
23. TERRAIN DE MANŒUVRE DE SENLIS
24. VALLEE DE LA NONETTE D'AVILLY-SAINT-LEONARD A GOUVIEUX

MASSIF D'ERMENONVILLE ET SES MARGES

25. LES BRUYERES DE FRAIS-VENT
26. LES ETANGS DE CHAALIS ET LEURS ABORDS
27. LA MER DE SABLE ET LE DESERT D'ERMENONVILLE
28. CARREFOUR DU BOSQUET DU PRINCE
29. LA BUTTE AUX GENS D'ARMES
30. CARREFOURS DE SAINT-BARTHELEMY, DU GRISARD ET DU PEUPLE
31. LISIERE SUD DE LA FORET DE PONTARME

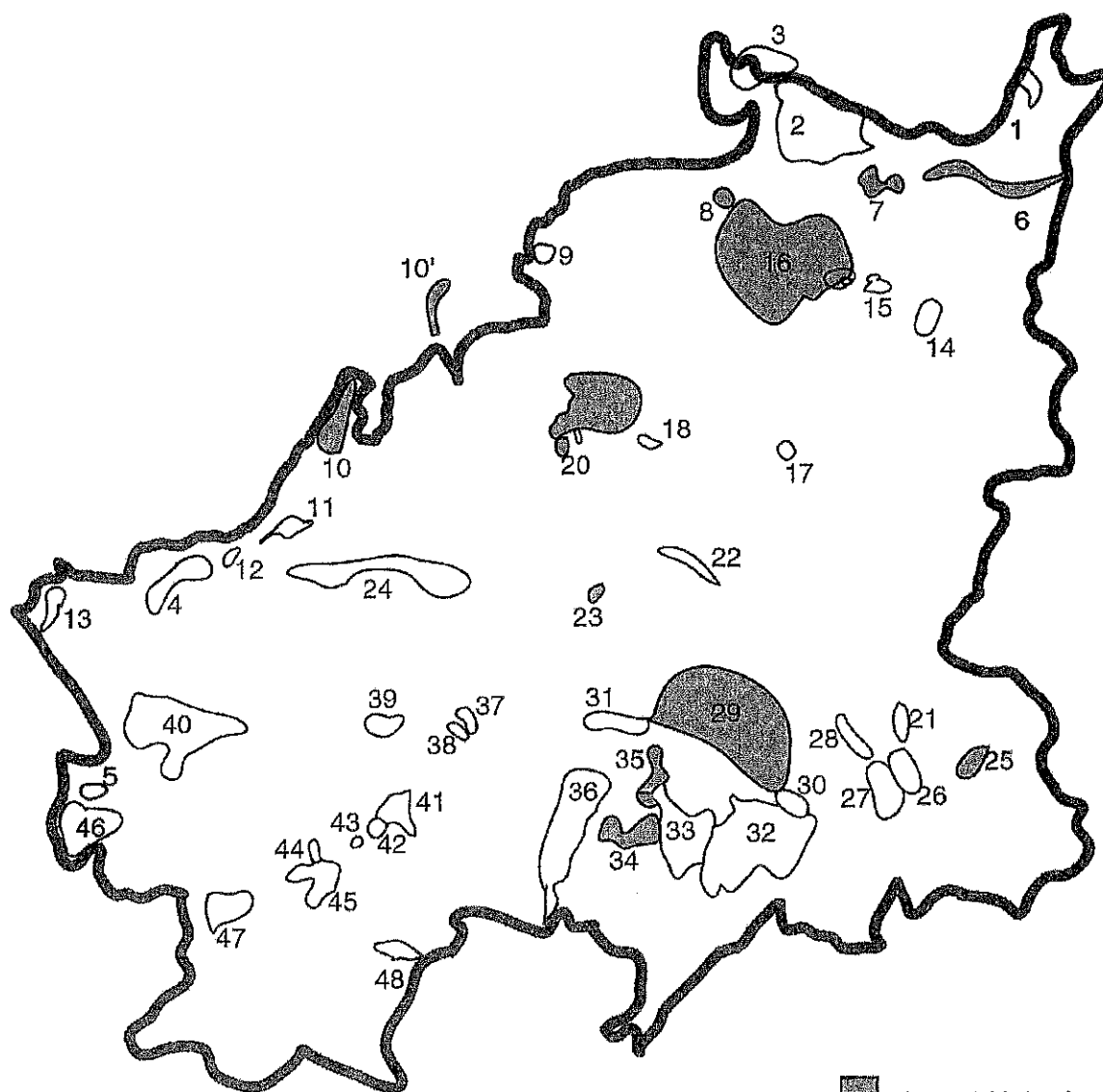
VALLEE DE LA THEVE

32. DOMAINE DE VALLIERE ET DE LA RAMEE
33. PRAIRIE DE CHARLEMONT ET LA ROCHE PAUVRE
34. PARC ASTERIX ET BOIS DE MORRIERE
35. LE PLAT D'EAU DE THIERS-SUR-THEVE
36. BOIS DE LA GRANDE MARE – LES PETITS BOIS
37. ETANG AMONT DE COMELLES
38. PELOUSE CALCICOLE DE COMELLES
39. MARAIS ET COTEAUX DE LA TROUBLERIE
40. MARAIS DU LYS ET ETANGS DE ROYAUMONT

VALLEE DE L'YSIEUX, FORETS DE COYE ET DE CARNELLE

41. CARREFOUR DU CROCHET DE COYE
42. FORET DE COYE – PARCELLES 500 ET 540
43. MARE DES QUATORZE ARPENTS
44. COTEAUX DE CHAUMONTEL
45. LE MOULIN DE LUZARCHES
46. NORD-OUEST DU MASSIF DE CARNELLE
47. BOIS DU TREMBLAY
48. MARAIS DE FOSSES - BELLEFONTAINE

Les sites d'intérêt écologique



■ Site prédésigné
au titre de la
directive Habitat
(en partie ou
en totalité)

LE NIVEAU D'INTERET DES SITES

SITES D'INTERET MAJEUR

Sites qui atteignent une valeur constatée au moins de niveau fort.

Sites à valeur très forte

- | | |
|--------------------------------------|--|
| 29. LA BUTTE AUX GENS D'ARMES | 35. LE PLAT D'EAU DE THIERS-SUR-THEVE |
| 34. PARC ASTERIX ET BOIS DE MORRIERE | 40. MARAIS DU LYS ET ETANGS DE ROYAUMONT |

Sites à valeur forte

- | | |
|--|--|
| 32. DOMAINE DE VALLIERE ET DE LA RAMEE | 36. BOIS DE LA GRANDE MARE – LES PETITS BOIS |
| 33. PRAIRIE DE CHARLEMONT | |

Sites à valeur constatée et potentielle forte

- | | |
|---|--|
| 2. GRAVIERES DE MORU-PONTPONT ET ABORDS | 19. MONT ALTA |
| 6. COTES ET CAVEES DE SAINT-VAAST-DE-LONGMONT | 23. TERRAIN DE MANOEUVRE DE SENLIS |
| 7. LA CAVEE DES ROIS A ROBERVAL | 24. VALLEE DE LA NONETTE D'AVILLY-SAINT-LEONARD A GOUVIEUX |
| 9. BOIS DU FOSSE | 25. LES BRUYERES DE FRAIS-VENT |
| 10. COTEAUX DE LAVERSINE | 26. LES ETANGS DE CHAALIS ET LEURS ABORDS |
| 10. GARENNE DE VAUX | 28. CARREFOUR DU BOSQUET DU PRINCE |
| 15. CARRIERE DE VILLENEUVE-SUR-VERBERIE | 39. MARAIS ET COTEAUX DE LA TROUBLERIE |
| 16. MONT PAGNOTTE | 41. CARREFOUR DU CROCHET DE COYE |
| 17. CARRIERE D'OGNON-CHAMANT | 42. FORET DE COYE – PARCELLES 500 ET 540 |
| | 48. MARAIS DE FOSSES - BELLEFONTAINE |

AUTRES SITES D'INTERET

Sites ne dépassant pas une valeur assez forte.

Sites à valeur assez forte (ou potentiellement forte)

- | | |
|-------------------------|--|
| 3. MONTAGNE DE SARRON | 20. BUTTE D'AUMONT ET LIEU-DIT «LA SABLIERE» |
| 14. BOIS DU HAUT MONTEL | 45. LE MOULIN DE LUZARCHES |

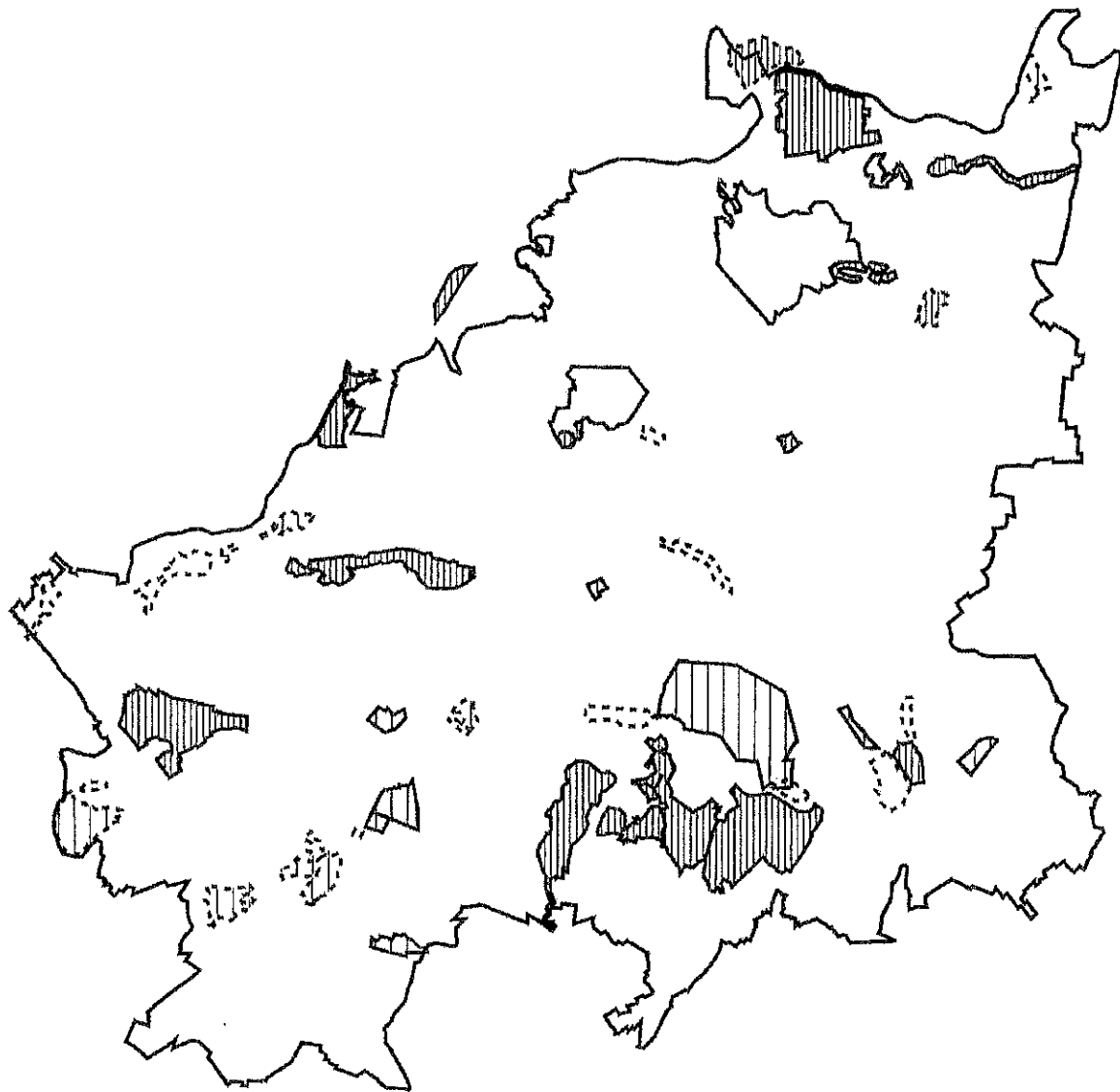
Sites à valeur constatée et potentielle assez forte






- | | |
|---------------------------------------|---|
| 1. GRAVIERES ET BERME DE VERBERIE | 27. LA MER DE SABLE ET LE DESERT D'ERMENONVILLE |
| 4. MARAIS DOZET ET ETANG DE TOUTEVOIE | 30. CARREFOURS DE SAINT-BARTHELEMY, DU GRISARD ET DU PEUPLE |
| 5. MARAIS D'ASNIERES | 31. LISIERE SUD DE LA FORET DE PONTARME |
| 6. COTEAUX DE SAINT-VAAST-DE-LONGMONT | 37. ETANG AMONT DE COMELLES |
| 8. LA MONTAGNE DE CALIPET | 38. PELOUSE CALCICOLE DE COMELLES |
| 11. CARRIERE DE GOUVIEUX ET ABORDS | 44. COTEAUX DE CHAUMONTEL |
| 12. LE CAMP DE CESAR | 46. NORD-OUEST DU MASSIF DE CARNELLE |
| 18. ROUTE CONDE | 47. BOIS DU TREMBLAY |

Sites à valeur faible

- | | |
|---|--|
| 13. LA REMISE DES CHENES | 22. LA NONETTE ENTRE SENLIS ET VILLEMETRIE |
| 21. PRAIRIES DE MONTLOGNON (<i>déficit d'information</i>) | 43. MARE DES QUATORZE ARPENTS |

CARTE DES SITES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE



-  Site d'intérêt majeur
-  Autre site d'intérêt
-  Intervention très prioritaire
-  Intervention prioritaire
-  Intervention non prioritaire

LE DEGRE DE PRIORITE D'INTERVENTION

Les priorités d'intervention ont été définies en comparant le niveau d'intérêt des sites (valeur écologique) et le degré de menace.

SITES D'INTERVENTION TRES PRIORITAIRE

Sites de forte valeur écologique, fortement menacés demandant une intervention urgente.

- | | |
|---|--|
| 2. GRAVIERES DE MORU-PONTPONT ET ABORDS | 24. VALLEE DE LA NONETTE D'AVILLY-SAINT-LEONARD A GOUVIEUX |
| 3. MONTAGNE DE SARRON | 26. LES ETANGS DE CHAALIS ET LEURS ABORDS |
| 6. COTES ET CAVEES DE SAINT-VAAST-DE-LONGMONT | 32. DOMAINE DE VALLIERE ET DE LA RAMEE |
| 10. COTEAUX DE LAVERSINE | 33. PRAIRIE DE CHARLEMONT ET LA ROCHE PAUVRE |
| 10' GARENNE DE VAUX | 34. PARC ASTERIX ET BOIS DE MORRIERE |
| 14. BOIS DU HAUT MONTEL | 35. LE PLAT D'EAU DE THIERS-SUR-THEVE |
| 15. CARRIERE DE VILLENEUVE-SUR-VERBERIE | 36. BOIS DE LA GRANDE MARE - LES PETITS BOIS |
| 17. CARRIERE D'OGNON-CHAMANT | 40. MARAIS DU LYS ET ETANGS DE ROYAUMONT |
| 20. BUTTE D'AUMONT ET LIEU-DIT «LA SABLIERE» | |

SITES D'INTERVENTION PRIORITAIRE

Sites de valeur écologique forte, assez fortement menacés ou sites de valeur écologique assez forte, fortement menacés, pour lesquels l'urgence d'intervention semble moins importante ou les enjeux plus faibles.

- | | |
|------------------------------------|--|
| 1. GRAVIERES ET BERME DE VERBERIE | 39. MARAIS ET COTEAUX DE LA TROUBLERIE |
| 9. BOIS DU FOSSE | 41. CARREFOUR DU CROCHET DE COYE |
| 11. CARRIERE DE GOUVIEUX ET ABORDS | 42. FORET DE COYE - PARCELLES 500 ET 540 |
| 23. TERRAIN DE MANOEUVRE DE SENLIS | 45. LE MOULIN DE LUZARCHES |
| 25. LES BRUYERES DE FRAIS-VENT | 46. NORD-OUEST DU MASSIF DE CARNELLE |
| 28. CARREFOUR DU BOSQUET DU PRINCE | 47. BOIS DU TREMBLAY |
| 29. LA BUTTE AUX GENS D'ARMES | 48. MARAIS DE FOSSES - BELLEFONTAINE |
| 37. ETANG AMONT DE COMELLES | |

SITES D'INTERVENTION NON PRIORITAIRE

Sites qui présentent un intérêt écologique moindre ou des niveaux de menace trop faibles pour être considérés comme prioritaires en matière d'intervention.

Ces sites abritent cependant une part non négligeable de la biodiversité générale du territoire.

- | | |
|---------------------------------------|--|
| 4. MARAIS DOZET ET ETANG DE TOUTEVOIE | 21. PRAIRIES DE MONTLOGNON |
| 5. MARAIS D'ASNIERES | 22. LA NONETTE ENTRE SENLIS ET VILLEMETRIE |
| 7. LA CAVEE DES ROIS A ROBERVAL | 27. LA MER DE SABLE ET LE DESERT |
| 8. LA MONTAGNE DE CALIPET | 30. CARREFOURS DE SAINT-BARTHELEMY |
| 12. LE CAMP DE CESAR | 31. LISIERE SUD DE LA FORET DE PONTARME |
| 13. LA REMISE DES CHENES | 38. PELOUSE CALCICOLE DE COMELLES |
| 16. MONT PAGNOTTE | 43. MARE DES QUATORZE ARPENTS |
| 18. ROUTE CONDE | 44. COTEAUX DE CHAUMONTEL |
| 19. MONT ALTA | |

CLEF DE LECTURE DES FICHES DESCRIPTIVES

<i>Niveau d'intérêt</i>	<i>Niveau de menace</i>	<i>Degré de priorité d'intervention</i>
-------------------------	-------------------------	---

Localisation et superficie

Sont indiqués le ou les département(s) concerné(s), la ou les commune(s) concernée(s), le ou les lieu(x)-dit(s) concerné(s), la superficie du site proposé.

Contexte réglementaire et inventaires

- Contexte réglementaire :
 - Au niveau des protections au titre des textes touchant à la protection de la nature, il s'agit uniquement des «séries écologiques de protection» de la forêt de Chantilly, aucun autre site ne faisant actuellement l'objet de mesures de conservation écologique (réserve naturelle, réserve naturelle volontaire, arrêté préfectoral de protection de biotope...);
 - Les sites inscrits et classés. Lorsqu'un site est concerné par plusieurs décrets, seul le décret le plus récent ou celui concernant la protection la plus forte est indiqué;
 - Enfin, les informations relatives aux POS et aux PLU.
- Inventaires ZNIEFF : ne sont indiquées que les ZNIEFF validées par les CSRPN au 1er avril 1999, soit l'inventaire non modernisé pour l'Oise et l'inventaire modernisé pour le Val-d'Oise. Les informations collectées dans le cadre de la modernisation des ZNIEFF de Picardie ont néanmoins été intégrées aux fiches. A signaler que tous les sites proposés répondent aux critères de sélection des ZNIEFF de type I.
- Inventaire ZICO : sites présélectionnés au titre de la directive communautaire «Oiseaux»
- Natura 2000 : sites présélectionnés dans le cadre de Natura 2000 (directive communautaire «Habitat»);
- Statut de propriété : renseigné à partir des informations collectées durant la phase d'enquête.

Niveau des connaissances

Sont indiqués le niveau de connaissance dont on dispose actuellement sur la typologie des habitats et les principaux groupes bio-indicateurs. Cinq niveaux ont été distingués.

- Nul : aucune donnée pour le groupe considéré ;
- Faible : très peu de données disponibles (le plus souvent une ou deux) ;
- Moyen : on dispose d'une liste, mais celle-ci semble très incomplète et permet difficilement de se faire une idée précise de l'intérêt du site pour le groupe considéré ;
- Assez bon : on dispose d'inventaires significatifs permettant une évaluation correcte, mais ceux-ci ne semblent pas complètement exhaustifs ;
- Bon : il semble peu probable que des prospections complémentaires puissent modifier significativement l'évaluation du site pour le groupe considéré.

Typologie des habitats

La typologie utilisée suit celle définie au niveau national par la note méthodologique sur la modernisation de l'inventaire des ZNIEFF. Sont indiqués :

- les habitats justifiant l'intérêt du site : il s'agit soit des habitats intrinsèquement rares et/ou menacés, soit des habitats abritant des espèces rares et/ou menacées. Une estimation de la proportion de chacun est effectuée sur la base de la bibliographie et des enquêtes, lorsque cela est possible.
- les autres habitats présents sur le site.

Intérêt écologique

Les habitats et espèces remarquables connus sont indiqués groupe par groupe.
Les différents critères d'éligibilité des espèces sont clairement indiqués :

● **Rareté**

Pour la flore, il s'agit d'une échelle à 8 niveaux, la légende étant la suivante :

- **E** : exceptionnelle
- **RR** : très rare
- **R** : rare
- **AR** : assez rare
- **PC** : peu commune

Les espèces assez rares et peu communes ne sont signalées que lorsqu'elles sont protégées ou déterminantes des ZNIEFF. Sont néanmoins signalées quelques espèces non protégées et non déterminantes de ZNIEFF de ces deux catégories, lorsqu'elles sont reconnues comme peu répandues dans le territoire par les botanistes locaux. Ces espèces « d'intérêt local » sont systématiquement séparées des espèces considérées comme justifiant l'intérêt des sites. Les espèces assez communes (AC), communes (C) et très communes (CC) ne sont pas signalées.

Pour les vertébrés terrestres, il s'agit d'une échelle à 6 ou 7 niveaux, la légende étant la suivante :

- **TR** : très rare
- **R** : rare
- **AR** : assez rare
- **AC** : assez commune

Les espèces assez rares et assez communes ne sont signalées que lorsqu'elles sont prises en compte par les directives communautaires ou déterminantes de ZNIEFF. Les espèces occasionnelles (OCC), communes (C), très communes (TC) et introduites (SNA) ne sont pas signalées.

Pour les odonates, il s'agit d'une échelle à 3 niveaux (R : rare, PC : peu commune, C : commune).

Pour les autres groupes, il s'agit des indications données par les différentes publications et informateurs consultés (le plus souvent, il s'agit de la seule information «rare»).

● **Directives communautaires**

● **Protections régionales et nationales**

● **Espèces déterminantes des ZNIEFF**

Pour ces deux derniers critères, les territoires d'application réglementaire sont signalés :

- **I** : Ile-de-France
- **P** : Picardie
- **N** : tout le territoire national

Tendances évolutives/menaces

Sont signalées les menaces qui ressortent des enquêtes et de la bibliographie exploitées. La typologie a été calquée sur celle définie au niveau national par la note méthodologique sur la modernisation de l'inventaire des ZNIEFF. Les facteurs anthropiques (d'origine humaine) ont été séparés des facteurs naturels. Une évaluation du niveau de menaces pesant globalement sur les sites a été recherchée :

- **Nul**
- **Faible**
- **Assez fort**
- **Fort**

Opportunités d'actions

Sont indiquées dans ce paragraphe les éléments favorables à la mise en oeuvre d'opérations de conservation (informations connues à ce jour).

Conclusion/pistes d'actions

Il s'agit d'une courte synthèse des informations clés connues sur le site.

Organismes et personnes ressources/partenaires : liste indicative, non exhaustive

Les services de l'Etat, partenaires incontournables, ne sont pas spécifiés à chaque fois.

24. - VALLEE DE LA NONETTE D'AVILLY-SAINT-LEONARD A GOUVIEUX

<i>intérêt majeur</i>	<i>menaces fortes</i>	<i>intervention très prioritaire</i>
-----------------------	-----------------------	--------------------------------------

24.1. - LOCALISATION ET SUPERFICIE

Département : Oise / Communes : Chantilly, Gouvieux, Avilly-Saint-Léonard, Vineuil-Saint-Firmin
Lieux-dits : Le Hameau, Le Petit Labyrinthe, L'île d'Amour, La Canardière, Les Fontaines, La Prairie.
Superficie : 308 ha

24.2. - CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET INVENTAIRES

Contexte réglementaire :

Site en partie classé au titre de la loi du 2 mai 1930 (site classé le 28 décembre 1960).
Site inscrit au titre de la loi du 2 mai 1930 (Vallée de la Nonette inscrite le 6 février 1970).
Plan d'occupation des sols : la plupart des terrains sont classés en zone NC (agricole) ou en zone ND (naturelle).
Des aménagements sont autorisés localement à Gouvieux et Avilly.

Inventaires ZNIEFF : néant

Inventaire ZICO : Site en partie inclus dans la ZICO PE09, dénommée «Forêts picardes : Massif des Trois Forêts et bois du Roi».

Statut de propriété :

Le parc du château de Chantilly appartient à l'Institut de France. Le reste du site est privé ou communal.

24.3. - NIVEAU DES CONNAISSANCES

Typologie des habitats : Faible	Poissons : Nul
Plantes vasculaires : Assez bon sur certains secteurs (Parc du Château de Chantilly, Parc des Fontaines), nul ailleurs	Amphibiens : Nul
Autres végétaux : Nul	Reptiles : Nul
Odonates : Nul	Oiseaux : Assez bon
Lépidoptères : Nul	Mammifères : Nul
Autres groupes d'invertébrés : Faible (Coléoptères, 1990-98)	

Des inventaires complémentaires sont nécessaires pour les plantes vasculaires (secteurs méconnus comme la Canardière), les Invertébrés et les Amphibiens (canaux et prairies humides), ainsi que les Chiroptères (château, vieux arbres du parc).

24.4. - TYPOLOGIE DES HABITATS

Habitats justifiant l'intérêt du site :

Pelouses calcicoles sub-atlantiques méso-xéroclines (1 %)	Parcs urbains (30 %)
Prairies humides eutrophes (1%)	Friches et terrains rudéraux (10 %)
Chênaies-Charmaies (5 %)	Bassins de décantation (3 %)
Roselières (3 %)	

Autres habitats :

Eaux dormantes eutrophes	Formations à grandes laches
Végétation submergée des rivières	Végétation des sources
Cours des rivières	Cultures intensives
Saulaies	Peupleraies
Groupements à Reine des prés et communautés associées	Ecrans d'arbres, haies, bosquets
Franges humides méso-nitrophiles à hautes herbes	Fossés et petits canaux

24.5. - INTERET ECOLOGIQUE

Habitats remarquables : Prairies humides eutrophes

Intérêt floristique :

Nom scientifique	Nom français	Rareté	directive Habitats	Protection	ZNIEFF
<i>Ajuga genevensis</i>	Bugle de Genève	AR			P
<i>Carex distans</i>	Laiche à épis distants	R			IP
<i>Carex nigra</i>	Laiche noire	AR			P
<i>Chrysosplenium oppositifolium</i>	Dorine à feuilles opposées	R			I
<i>Dactylorhiza praetermissa</i>	Orchis négligé	AR		IP	IP
<i>Filipendula vulgaris</i>	Filipendule	RR			IP
<i>Geum rivale</i>	Benoîte des ruisseaux	RR		I	IP
<i>Herniaria glabra</i>	Herniaire glabre	AR			P
<i>Neottia nidus-avis</i>	Néottie nid-d'oiseau	PC			P
<i>Ophloglossum vulgatum</i>	Ophloglosse commune	R		P	IP
<i>Ophrys insectifera</i>	Ophrys mouche	PC			P
<i>Scilla bifolia</i>	Scille à deux feuilles	AR			IP
<i>Silene nutans</i>	Silène penché	AR			P

13 espèces remarquables arrivent encore à maintenir de petites populations sur ce site très artificialisé dans deux noyaux principaux : les prairies humides du parc du château de Chantilly et le parc des Fontaines.

Intérêt faunistique :

Coléoptères

Nom scientifique	Nom français	Rareté	Période	directive Habitats	Protection	ZNIEFF
<i>Elaphrus uliginosus</i> F. Carabidae (Elaphrinae)	-	R	1995-98			

Cette espèce liée aux zones marécageuses est rare et localisée en France septentrionale.

Oiseaux nicheurs

Nom scientifique	Nom français	Rareté	Effectif connu	Période	directive Oiseaux	ZNIEFF
<i>Ardea cinerea</i>	Héron cendré	AR	1 c.	1998		P
<i>Vanellus vanellus</i>	Vanneau huppé	AR	2 c.	1994-97		IP
<i>Motacilla cinerea</i>	Bergeronnette des ruisseaux	AR	2 c.	1996-98		I
<i>Phoenicurus phoenicurus</i>	Rougequeue à front blanc	AR	1 c.	1997		IP

Signalons également la nidification régulière de 2 espèces peu fréquentes qui n'atteignent pas les seuils requis : Petit Gravelot (1-2 c.), Martin-pêcheur (1 c.).

Oiseaux hivernants : diverses espèces, dont la Foulque macroule, sont régulièrement observées, mais avec des effectifs inférieurs aux seuils requis. Durant l'hiver 1983-84, une quarantaine de Grèbes castagneux ont hiverné sur les canaux et les diverses pièces d'eau (hivernage occasionnel). Les secteurs les moins fréquentés (La Canardière, les bassins de décantation...) servent de halte migratoire à différents oiseaux d'eau (Limicoles, en particulier).

24.6. -- TENDANCES EVOLUTIVES/MENACES

Facteurs anthropiques :

Menaces fortes sur ce site périurbain : eutrophisation générale du fond de vallée, curage de la Nonette et des canaux avec épandage des boues sur les milieux adjacents, transformation et destruction des prairies et friches humides, boisement, impacts dus à la fréquentation (piétinement, impacts des pratiques halieutiques et cynégétiques).

Facteurs naturels :

Plus limités, ils ne concernent que la fermeture des milieux humides par densification de la végétation herbacée et l'implantation spontanée des ligneux.

24.7. - OPPORTUNITES D'ACTIONS

Le statut public de certaines parties du site peut faciliter la mise en place de plans de gestion écologique.

24.8. - CONCLUSION/PISTES D'ACTIONS

Ce secteur de la vallée de la Nonette a présenté par le passé des biotopes originaux (fond de vallée tourbeux dominé par des coteaux calcaires et sablo-calcaires, sources et petits cours d'eau) qui ont certainement été favorables à l'expression d'une biodiversité de grand intérêt. Le contexte périurbain du site a conduit à une forte artificialisation et dégradation des milieux. Tout particulièrement, les espèces végétales remarquables qui se maintiennent sont aujourd'hui en situation précaire. La préservation des éléments de valeur subsistants est urgente sur ce site. La restauration écologique de certains secteurs pourrait également être envisagée.

La gestion de ce site devra également prendre en compte la valeur historique et culturelle de l'ensemble de ces espaces, autrefois partie intégrante du domaine de Chantilly (Canardière comprise).

24.9. - ORGANISMES ET PERSONNES RESSOURCES

Institut de France / Communes de Chantilly, de Vineuil-Saint-Firmin et de Gouvieux / ONF / Centre ornithologique d'Ile-de-France (CORIF) / Groupe d'études ornithologiques de l'Oise (GEOR 60) / etc.